

*Crédit Immobilier et Hôtelier*  
**COMMUNICATION  
FINANCIÈRE**

RÉSULTATS AU 31 / 12 / 2013



القرض العقاري و السياحي  
Crédit Immobilier et Hôtelier



## AVIS DE CONVOCATION A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

Les actionnaires du Crédit Immobilier et Hôtelier sont convoqués au siège social, 187, avenue Hassan II – Casablanca, en Assemblée Générale Ordinaire :

**Le Mercredi 02 Avril 2014, à 10 Heures**

A l'effet de délibérer et de statuer sur l'ordre du jour suivant :

1. Lecture et examen du rapport de gestion du Conseil d'Administration au titre de l'exercice clos le 31/12/2013 ;
2. Lecture et examen du rapport des Commissaires aux comptes au titre de l'exercice clos le 31/12/2013 ;
3. Lecture et examen du rapport spécial des Commissaires aux comptes ;
4. Examen et approbation des comptes de l'exercice clos le 31/12/2013 ;
5. Affectation du résultat ;
6. Jetons de présence ;
7. Approbation des conventions visées à l'article 56 de la loi n°17-95 relatives aux sociétés anonymes ;
8. Quitus aux membres du Conseil d'Administration et aux commissaires aux comptes.

**Modalités de participation à l'Assemblée**

Les actionnaires titulaires d'actions nominatives ont le droit d'assister à cette Assemblée sur simple justification de leur identité.

Les actionnaires détenteurs d'actions au porteur qui souhaitent participer à cette Assemblée doivent être munis d'une pièce d'identité ainsi que d'un certificat attestant le dépôt d'au moins une (1) action auprès d'un établissement agréé cinq (5) jours au moins avant la date de l'Assemblée.

Les actionnaires réunissant les conditions exigées par l'article 117 de la loi 17-95 telle que modifiée et complétée par la loi 20-05 relative aux sociétés anonymes disposent d'un délai de dix (10) jours à compter de la publication du présent avis pour demander l'inscription de projets de résolutions à l'ordre du jour de l'Assemblée. Leurs demandes doivent être adressées sous pli recommandé, avec accusé de réception, au siège social, à l'adresse de contact donnée ci-dessous.

Les actionnaires seront accueillis au siège social du Crédit Immobilier et Hôtelier, 187, avenue Hassan II, **le Mercredi 02 Avril, à partir de 09H30 minutes.**

Il est à rappeler, à cet égard, que les états de synthèse au titre de l'exercice 2013 ont été publiés dans les journaux suivants dûment habilités à recevoir les annonces légales :

- L'économiste du 28/02/2014
- Finances News du 28/02/2014

**Données de contact :**

- Mlle Amal MOUHOUB
- Tél : 05 22 47 94 24
- Adresse : Siège Social du Crédit Immobilier et Hôtelier, 187 Avenue Hassan II.

**Projets de résolutions soumises à l'approbation de  
l'Assemblée Générale Ordinaire**

**Date : Mercredi 02 Avril 2014 à 10 Heures.**

**A TITRE ORDINAIRE****PREMIERE RESOLUTION :**

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir entendu lecture du rapport de gestion du Conseil d'administration et du rapport général des commissaires aux comptes sur les comptes de l'exercice clos

le 31 Décembre 2013, approuve lesdits rapports dans toutes leurs parties, ainsi que les comptes de l'exercice 2013, tels qu'ils ont été établis et présentés et faisant ressortir un résultat bénéficiaire de **458.789.081,27** dirhams pour les comptes sociaux.

L'Assemblée Générale donne en conséquence aux membres du conseil d'Administration et aux Commissaires aux comptes, quitus de l'exécution de leurs mandats pour l'exercice 2013.

**DEUXIEME RESOLUTION :**

L'assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels :

- I. Constate que le bénéfice distribuable, compte tenu du report à nouveau créditeur de 283.308.586,30 dirhams, est de **719 158 213,51** dirhams.
- II. Décide de fixer le montant du dividende à 15 dirhams l'action.
- III. Prend acte que le montant total à distribuer à titre de dividendes pour l'exercice 2013 s'élève à **399 121 275,00** dirhams.
- IV. Décide d'affecter le solde du bénéfice distribuable au report à nouveau, pour un montant de **320 036 938,51** dirhams.

**Récapitulatif de l'affectation des résultats :  
Montants en dirhams.**

	2013
Bénéfice de l'exercice	458 789 081,27
Déduction des pertes antérieures	0,00
Solde s'élevant à	458 789 081,27
Réserve légale (-)	22 939 454,06
Report à nouveau bénéficiaire de l'exercice antérieur	283 308 586,30
Nouveau solde formant un bénéfice distribuable de l'exercice	719 158 213,51
Dividende par action	15
Nombre d'actions	26 608 085
Sommes distribuable à titre de dividendes aux actionnaires	399 121 275,00
Le solde non distribué affecté en totalité au compte report à nouveau	320 036 938,51

Le dividende à distribuer de **15** Dirhams, sera mis en paiement à partir du 01 Juillet 2014, en numéraire.

**TROISIEME RESOLUTION :**

L'assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, sur proposition du Conseil d'Administration, décide de ne pas allouer de jetons de présence au titre de l'exercice 2013.

**QUATRIEME RESOLUTION :**

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir entendu lecture du rapport spécial sur les conventions susceptibles d'être visées par les articles 56 et suivants de la loi 17-95 relative aux sociétés anonyme, approuve les conclusions dudit rapport.

**CINQUIEME RESOLUTION :**

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du présent verbal à l'effet d'accomplir les formalités légales ou administratives et faire tous dépôts et publicités prévus par la législation en vigueur.



## EXTRAITS DES NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS AU 31/12/2013

En application de la circulaire n° 56/G/2007 émise par Bank Al Maghrib en date du 08 octobre 2007, notamment l'article 2 relatif à la date d'entrée en vigueur du chapitre 4 « Etats financiers consolidés », les états financiers consolidés du Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier sont préparés en conformité avec les normes comptables internationales IAS/IFRS.

Pour établir et publier les présents états financiers consolidés, le Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier applique :

- Les dispositions du chapitre 4 du Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC) publié en date du 08 octobre 2007;
- Le référentiel de l'IASB (International Accounting Standards Board), qui comprend :
  - Les normes IFRS (International Financial Reporting Standards) et IAS (International Accounting Standards), ainsi que leurs annexes et guides d'application ;
  - Les interprétations IFRIC (International Financial Reporting Interpretation Committee) et SIC (Standards Interpretation Committee).

## NORMES, PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES APPLIQUES PAR LE GROUPE

## Bases d'évaluation

Les états financiers consolidés sont présentés en milliers de dirhams, arrondis au millier le plus proche. Ils sont établis sur la base des conventions de la juste valeur et du coût historique :

- Juste valeur : pour les actifs financiers à la juste valeur par résultat, actifs disponibles à la vente, et instruments dérivés.
- Coût : pour les autres actifs financiers tels que les prêts et créances et les dettes.
- Coût : pour les autres actifs et passifs non financiers, notamment les immeubles de placement et les immobilisations corporelles et incorporelles.

## Bases de présentation

Les états financiers du Groupe sont présentés en retenant le modèle IFRS préconisé par Bank Al Maghrib au niveau du chapitre 4 du Plan Comptable des Etablissements de Crédit.

## Méthodes d'évaluation

## IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

## Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont inscrites au coût d'acquisition initial diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur.

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises dont la durée d'utilité est définie sont amorties linéairement en fonction de leur propre durée d'utilité dès leur mise en service.

Les éléments comptabilisés en immobilisations incorporelles portent essentiellement sur les logiciels acquis. Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constatées depuis leur date d'acquisition.

## Immobilisations corporelles

Conformément à la norme IAS 16, les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition historique, diminué du cumul des amortissements et, le cas échéant, du cumul des pertes de valeur.

Les coûts d'emprunts relatifs aux capitaux utilisés pour financer les investissements, pendant la période de construction ou d'acquisition, sont intégrés dans le coût historique lorsque les actifs concernés sont éligibles selon la norme IAS 23 « coûts d'emprunts ».

Les coûts d'entretien courants sont comptabilisés en charges de la période à l'exception de ceux qui prolongent la durée d'utilisation ou augmentent la valeur du bien concerné qui sont alors immobilisés.

Les amortissements sont pratiqués selon le mode linéaire en fonction des durées d'utilité des immobilisations corporelles ou de leurs composants.

## Immeubles et constructions à usage administratif :

Catégorie	Composants	Durée d'utilité
Catégorie A	Gros œuvre, terrassement	50
Catégorie B	Façade, menuiserie, revêtements et aménagements extérieurs, faux plafond	30
Catégorie C	Étanchéité, électricité, pré-câblage	15
Catégorie D	Ascenseurs, plomberie et sanitaire, climatisation, réseau téléphonique	10

## Immeubles et constructions à usage touristique :

Catégorie	Composants	Durée d'utilité
Catégorie A	Gros œuvres terrassement, structure métallique	50
Catégorie B	Menuiserie, revêtement, cloisons amovibles et aménagement extérieurs	15
Catégorie C	Ascenseurs, plomberie et sanitaire, climatisation, équipements cuisines, étanchéité, électricité	10
Catégorie D	Équipements hôteliers, mobiliers, équipements piscine, peinture	5

## IMMEUBLES DE PLACEMENT

Les immeubles de placement sont les biens immobiliers détenus pour en retirer des loyers, pour valoriser le capital ou les deux, plutôt que pour les utiliser dans la production et la fourniture de biens et de services ou à des fins administratives ou les vendre dans le cadre de l'activité ordinaire.

Conformément à l'option offerte par la norme IAS 40, les immeubles de placement sont comptabilisés au coût diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur, avec indication de la juste valeur en annexes.

Les taux d'amortissements retenus pour les immeubles de placement sont identiques à ceux utilisés pour les immobilisations corporelles de même nature.

## TEST DE DÉPRÉCIATION ET PERTES DE VALEUR DES ACTIFS

Conformément aux dispositions de la norme IAS 36, le Groupe examine au moins une fois par an les valeurs comptables des immobilisations corporelles et incorporelles à durée d'utilité définie afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice montrant que ces actifs ont pu perdre de la valeur. Si un tel indice existe, la valeur recouvrable de l'actif est estimée afin de déterminer, s'il y a lieu, le montant de la perte de valeur. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de vente et sa valeur d'utilité.

Les Goodwill et immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée font l'objet d'un test de dépréciation annuel. Un test de dépréciation complémentaire est réalisé à chaque fois qu'un indice de perte de valeur a pu être identifié.

Lorsque la valeur recouvrable d'une unité génératrice (UGT) de trésorerie est inférieure à sa valeur comptable, une perte de valeur est alors comptabilisée en résultat. Cette perte de valeur est affectée en premier lieu à la valeur du goodwill au bilan. Le reliquat est affecté au reste des actifs inclus dans l'UGT au prorata de leurs valeurs comptables.

La valeur recouvrable des UGT est déterminée à partir des projections actualisées des flux de trésorerie futurs d'exploitation sur une période de 5 ans et le calcul d'une valeur terminale. Le calcul de cette valeur est effectué via la projection du cash flow normatif à l'infini. Le taux d'actualisation retenu est déterminé par la méthode du coût moyen pondéré du capital.

## INSTRUMENTS FINANCIERS

Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les décaissements ou Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les décaissements ou encaissements de trésorerie futurs sur la durée de vie prévue de l'instrument financier ou, selon le cas, sur une période plus courte de manière à obtenir la valeur comptable nette de l'actif ou du passif financier.

La juste valeur est le montant pour lequel un actif pourrait être échangé, ou un passif éteint, entre des parties bien informées, consentantes, et agissant dans des conditions de concurrence normale.

La juste valeur retenue pour évaluer un instrument financier est en premier lieu le prix coté lorsque l'instrument financier est coté sur un marché actif. En l'absence de marché actif, la juste valeur est déterminée à l'aide de techniques d'évaluation.

Un actif financier peut être défini comme :

- Un droit contractuel de recevoir de la trésorerie ou d'autres actifs financiers ;
- Un droit d'échanger d'autres instruments financiers dans des conditions potentiellement favorables ;
- Un instrument de capitaux propres d'une autre entreprise sauf titres de filiales, entreprises associées et coentreprises. (régies par les normes IAS 27, 28 et 31), à l'exception des actions propres acquises par l'entreprise ou ses filiales.

## Évaluation des titres

La juste valeur est la méthode d'évaluation retenue pour l'ensemble des instruments financiers classés dans les catégories « Actifs financiers à la juste valeur par résultat » ou « Disponibles à la vente ».

Les prix cotés sur un marché actif constituent la méthode d'évaluation de base. À défaut, le groupe Crédit Immobilier et Hôtelier utilise des techniques de valorisation reconnues.

Lorsqu'il n'y a pas de prix coté pour un titre de capitaux propres et qu'il n'existe pas de technique de valorisation reconnue, le groupe Crédit Immobilier et Hôtelier retient des techniques reposant sur des indications objectives et vérifiables telles que la détermination de l'actif net réévalué ou toute autre méthode de valorisation des titres de capitaux propres.

Si aucune technique ne peut aboutir à une estimation fiable, ou si les diverses techniques utilisées donnent des estimations trop divergentes, le titre reste évalué au coût et est maintenu dans la catégorie « Titres disponibles à la vente ».

## Actifs et passifs financiers

Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués à leur juste valeur en intégrant les frais d'acquisition (à l'exception des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur en contrepartie du résultat) et sont classés pour les actifs financiers dans une des quatre catégories suivantes :

- Actifs financiers à la juste valeur par résultat par nature ou sur option ;
- Placements détenus jusqu'à l'échéance ;
- Prêts et créances ;
- Actifs financiers disponibles à la vente.

## Prêts et créances

La catégorie « Prêts et créances » enregistre les actifs financiers non cotés à revenus fixe ou déterminable. Les titres sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif corrigé d'éventuelles provisions pour dépréciation.





En cas de signes objectifs de dépréciation, une provision doit être constatée pour la différence entre la valeur comptable et la valeur de recouvrement estimée en valeur actualisée au taux d'intérêt effectif d'origine.

#### Activité de crédit

Les crédits sont classés dans la catégorie « Prêts et créances ». Ainsi, conformément à la norme IAS 39, ils sont évalués à l'initiation à la juste valeur, et ultérieurement au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les prêts subordonnés, de même que les opérations de pension (matérialisées par des titres ou des valeurs), sont intégrés dans les différentes rubriques de créances, en fonction de la nature de la contrepartie.

Les intérêts courus sur les créances sont portés au compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

#### Dépréciation des Créances

Conformément à la norme IAS 39, les créances affectées en « Prêts et créances » sont dépréciées lorsqu'elles présentent un ou plusieurs événements de perte.

Les événements entraînant une preuve objective de dépréciation, cités par IAS 39 § 59, sont les suivants :

- Des difficultés financières importantes de l'emprunteur,
- Une rupture de contrat effective telle qu'un défaut de paiement du principal ou des intérêts,
- L'octroi par le prêteur à l'emprunteur, pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, d'une facilité non envisagée autrement par le prêteur,
- Une probabilité de faillite ou autre restructuration financière de l'emprunteur,
- La disparition d'un marché actif pour cet actif financier, à cause de difficultés financières,
- Des informations observables indiquant qu'il y a une baisse mesurable dans les flux futurs estimés d'un groupe de prêts depuis leur enregistrement initial, bien que la baisse ne puisse être encore identifiée dans les prêts individuels du groupe, incluant :

- Des changements défavorables du statut de paiement des emprunteurs dans le groupe, par exemple une augmentation des retards de paiement ou une augmentation du nombre de cartes de crédit ayant atteint leurs limites de crédit,
- Des conditions économiques nationales ou locales qui sont corrélées avec les défauts sur les actifs du groupe, par exemple une augmentation du taux de chômage dans la zone géographique des emprunteurs, une diminution des prix du marché immobilier pour les prêts hypothécaires dans la zone concernée ou des variations défavorables des conditions d'un secteur qui impactent les emprunteurs du groupe.

Les créances ainsi identifiées font l'objet d'une dépréciation sur base individuelle ou sur base collective. Les dépréciations sont constituées à hauteur de la perte encourue et correspondent à la différence entre la valeur comptable des prêts (coût amorti) et la somme des flux futurs estimés, actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine. Les dépréciations sont enregistrées sous forme de provisions.

On distingue ainsi :

- Les créances dépréciées sur base individuelle : il s'agit des créances en souffrance assorties de provisions ;
- Les créances dépréciées sur base collective : il s'agit des créances non dépréciées sur base individuelle, pour lesquelles la dépréciation est déterminée par ensemble homogène de créances dont les caractéristiques de risque de crédit sont similaires.

Concernant les garanties reçues à prendre en compte pour le calcul de la provision, il est considéré :

- Qu'à priori la valeur devant être retenue est la valeur au moment de l'estimation de la provision et non une valeur tenant compte de l'éventuelle dégradation dans le futur de l'élément constituant cette garantie (par exemple un immeuble) (Base IAS 39 §AG86),
- Que même lorsqu'une garantie couvre une créance à 100 %, il y aura généralement une dépréciation du fait d'un calcul basé sur les flux actualisés lorsque le montant garanti est versé tardivement à l'établissement créancier.

#### Actifs financiers disponibles à la vente

La catégorie « Disponibles à la vente » est définie par la norme IAS 39 comme la catégorie par défaut. Selon les dispositions de la norme IAS 39, les principes de comptabilisation des titres classés en « Disponibles à la vente » sont les suivants :

- Les titres disponibles à la vente sont initialement comptabilisés pour leur prix d'acquisition, frais de transaction directement attribuables à l'acquisition et coupons courus inclus ;
- Les intérêts courus sur les titres disponibles à la vente sont portés au compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat ;
- Les variations de juste valeur sont enregistrées dans une composante séparée des capitaux propres recyclables « gains ou pertes latents ou différés ». En cas de cession, ces variations sont constatées en résultat. L'amortissement dans le temps de l'éventuelle surcote/décote des titres à revenu fixe est comptabilisé en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif ;
- En cas de signe objectif de dépréciation, significative ou durable pour les titres de capitaux propres, et matérialisée par la survenance d'un risque de crédit pour les titres de dettes, la moins-value latente comptabilisée en capitaux propres est extournée et comptabilisée dans le résultat de l'exercice. En cas d'amélioration ultérieure, cette dépréciation fait l'objet d'une reprise par résultat pour les instruments de dette mais pas pour les instruments de capitaux propres. En revanche, pour ces derniers, la variation de juste valeur positive en cas de reprise, est comptabilisée dans un compte de capitaux propres variables.

#### Dépréciation

Une dépréciation est constatée en cas de signes objectifs de dépréciation des actifs autres que ceux classés en transaction.

Elle est matérialisée par une baisse durable ou significative de la valeur du titre pour les titres de capitaux propres, ou par l'apparition d'une dégradation significative du risque de crédit matérialisée par un risque de non recouvrement pour les titres de dette.

Ce critère de baisse significative ou durable de la valeur du titre est une condition nécessaire mais non suffisante pour justifier l'enregistrement d'une provision. Cette dernière n'est constituée que dans la mesure où la dépréciation se traduira par une perte probable de tout ou partie du montant investi. La reprise de cette perte de valeur par le compte de résultat ne peut intervenir qu'au moment de la cession des titres, toute reprise antérieure étant comptabilisée en capitaux propres.

#### Dettes

Les dettes émises par le Groupe sont enregistrées initialement à leur coût qui correspond à la juste valeur des montants empruntés nets des frais de transactions. Ces dettes sont évaluées en date de clôture à leur coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif et sont enregistrées au bilan en Dettes envers les établissements de crédits, en Dettes envers la clientèle ou en Dettes représentées par un titre.

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature de ces dettes : dettes à vue (dépôts à vue, comptes ordinaires) et dettes à terme pour les établissements. Ces titres intègrent les opérations de pension, matérialisée par des titres ou des valeurs, effectuées avec ces agents économiques.

Dans le cas des dettes financières issues de la comptabilisation des contrats de location-financement, la dette financière constatée en contrepartie de l'immobilisation corporelle est initialement comptabilisée à la juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location.

#### Décomptabilisation d'actifs ou de passifs financiers

Un actif financier tel que défini par la norme IAS 32 « Instruments financiers: présentation » est sorti du bilan en tout ou en partie lorsque le Groupe n'attend plus de flux de trésorerie futurs de celui-ci et transfère la quasi-totalité des risques et avantages qui lui sont attachés.

Le Groupe décomptabilise un passif financier seulement lorsque ce passif financier est éteint, c'est-à-dire lorsque l'obligation précisée au contrat est éteinte, est annulée ou est arrivée à expiration.

#### AVANTAGES AU PERSONNEL

Le Groupe CIH offre un certain nombre d'avantages à ses employés et portant essentiellement sur les éléments suivants :

- Prime de fin de carrière ;
- Prime d'ancienneté ;
- Indemnité de départ à la retraite anticipée.

#### Régimes à prestations définies

La méthode des unités de crédit projetées est utilisée pour les régimes à prestations définies. Cette méthode permet d'imputer, au compte de résultats, le coût de la prestation sur la durée d'activité prévue du salarié.

Au 31/12/2013, l'application de l'IAS 19 révisée a généré une augmentation de la provision pour un montant de 20.6 MDH en contrepartie des capitaux propres. Cette augmentation concerne principalement les points suivants :

- La suppression de la méthode du corridor.
- L'application d'une table de mortalité prospective.

#### Régimes à cotisations définies

Dans le cas de régimes à cotisations définies, le montant est comptabilisé en charge de l'exercice. L'obligation du Groupe CIH se limite à payer le montant que le groupe a accepté de verser aux organismes de prévoyance sociale pour le compte des salariés.

#### Indemnités de départ à la retraite anticipée

Une provision pour indemnités de fin de contrat de travail doit être comptabilisée dans le seul cas où le Groupe est fermement engagé à mettre fin à l'emploi avant la date normale de mise à la retraite ou à octroyer des indemnités de fin de contrat de travail dans le cadre d'une offre faite pour encourager les départs volontaires. Le CIH doit avoir un plan formalisé et détaillé de licenciement sans possibilité réelle de se rétracter.

#### Principales hypothèses retenues

	Indemnités de départ à la retraite		Autres avantages long terme	
	31-Décembre-13	31-Décembre-12	31-Décembre-13	31-Décembre-12
Hypothèses (moyennes pondérées)	-	-	-	-
Taux d'actualisation	5,70%	5,70%	6,00%	6,00%
Taux d'augmentation des salaires	4,00%	4,00%	4,00%	4,00%
Rendement attendu à long terme des actifs	-	-	-	-
Nombre de bénéficiaires :	-	-	-	-
- Actifs	1 631	1 569	1 631	1 569
- Retraités	-	-	-	-
Composition de l'actif de régime	-	-	-	-



Le passif résultant des avantages au personnel est égal à la valeur actualisée des flux de paiements futurs estimés. Ce calcul prend en compte les hypothèses actuarielles et démographiques. Le taux d'intérêt utilisé pour l'actualisation est celui des bons de trésors augmenté d'un spread de risque situé entre 0,50% et 0,60%. Les bons de trésors retenus sont ceux qui ont une échéance équivalente à l'échéance moyenne du passif résultant des avantages au personnel. Ainsi, pour les indemnités de départ et l'ancienneté les maturités respectives suivantes ont été retenues : 13 ans et 7 ans.

#### IMPÔTS DIFFÉRÉS

La norme IAS 12 impose la comptabilisation d'impôts différés pour l'ensemble des différences temporelles existantes entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et des passifs du bilan, à l'exception des goodwill.

Les taux d'impôt retenus sont ceux dont l'application est attendue lors de la réalisation de l'actif ou du passif dans la mesure où ces taux ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture de l'exercice. Le montant d'impôts différés est déterminé au niveau de chaque entité fiscale.

Les actifs d'impôts relatifs aux différences temporelles et aux reports déficitaires ne sont comptabilisés que dans la mesure où il est probable qu'un profit taxable futur déterminé avec suffisamment de précision soit dégagé au niveau de l'entité fiscale.

Les impôts exigibles et/ou différés sont comptabilisés au compte de résultat de la période sauf s'ils sont générés par une transaction ou un événement comptabilisé directement en capitaux propres.

Le calcul des impôts différés ne fait pas l'objet d'une actualisation.

#### PROVISIONS

Le Groupe comptabilise une provision dès lors qu'il existe une obligation légale ou implicite envers un tiers qui se traduira par une sortie de ressources, sans contrepartie attendue, nécessaire pour éteindre cette obligation et pouvant être estimée de façon fiable. Les montants comptabilisés en provisions tiennent compte d'un échéancier de décaissements et sont actualisés lorsque l'effet du passage du temps est significatif.

Les passifs éventuels, hors regroupement d'entreprises ne sont pas provisionnés. La mention en annexe est obligatoire lorsque le passif ou l'actif éventuel est significatif.

#### PRODUITS ET CHARGES D'INTÉRÊTS

Les produits et charges d'intérêts sont comptabilisés dans le compte de résultat pour tous les instruments financiers évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

#### PRODUITS NETS DE COMMISSIONS

Le Groupe enregistre en résultat les produits et charges de commissions sur prestations de services en fonction de la nature des prestations auxquelles elles se rapportent.

Les commissions rémunérant des services continus, telles certaines commissions et frais de dossiers relatifs à l'octroi de crédit, sont en principe étalés en résultat sur la durée de la prestation rendue. Les commissions rémunérant des services ponctuels, telles les commissions relatives aux droits de garde sur titres en dépôt, ou les commissions sur gestions de titres, sont intégralement enregistrées en résultat, quand la prestation est réalisée, au niveau de la rubrique Produits de commissions- Prestation de services et autres.

Compte tenu de l'impact non significatif des commissions, la banque n'a pas procédé à leur étalement.

#### FRAIS DE PERSONNEL

La rubrique frais de personnel comprend l'ensemble des dépenses liées au personnel ; elle intègre notamment les rémunérations du personnel, les provisions au titre des avantages à long terme et indemnités de départ, ainsi que les charges sociales y afférentes.

#### COÛT DU RISQUE

La rubrique « coût du risque » comprend les dotations nettes des reprises aux dépréciations pour risques de contrepartie et provisions pour litiges. Les dotations nettes aux provisions sont classées par nature dans les rubriques du compte de résultat correspondantes.

#### AUTRES PRODUITS DE L'ACTIVITÉ

Les autres produits liés à l'activité incluent des produits à caractère non récurrent ou non directement liés aux opérations décrites dans les paragraphes consacrés aux produits d'intérêts et de commissions.

Il s'agit principalement des produits de location ou d'exploitation directe générés par les unités hôtelières du Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier.

#### RÉSULTAT PAR ACTION

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen d'actions en circulation au cours de l'exercice. Le nombre moyen d'actions en circulation de la période et des exercices antérieurs présentés est calculé hors actions éventuelles d'auto détention et actions détenues dans le cadre de plans d'options d'achat.

#### TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

Afin d'élaborer le tableau des flux de trésorerie, la trésorerie est l'équivalent de trésorerie comprennent les comptes de caisse, les dépôts et les prêts et emprunts à vue auprès des banques centrales et des établissements de crédit.

#### PRINCIPES DE CONSOLIDATION

Les comptes consolidés du Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier sont établis semestriellement à partir des comptes individuels du Crédit Immobilier et Hôtelier et de toutes les entités sur lesquelles il exerce un contrôle, contrôle conjoint ou influence notable.

##### Filiales

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle exclusif de fait ou de droit sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale. Le contrôle s'entend comme le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entité afin d'obtenir les avantages de ses activités. Les états financiers des sociétés contrôlées sont consolidés dès que le contrôle devient effectif et jusqu'à ce que ce contrôle cesse.

La quote-part de résultat net et de capitaux propres revenant aux tiers vient respectivement en déduction du résultat net et des capitaux propres de l'ensemble consolidé et est présentée sur la ligne « intérêts minoritaires ».

##### Participations dans les entreprises associées et coentreprises

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable sur la gestion et la politique financière sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence; l'influence notable étant présumée lorsque plus de 20% des droits de vote sont détenus.

Selon la méthode de la mise en équivalence, les titres de participation sont comptabilisés au coût, ajusté des modifications post-acquisition dans la quote-part de l'investisseur dans l'entité détenue, et des éventuelles pertes de valeurs de la participation nette. Les pertes d'une entité consolidée selon la méthode de la mise en équivalence qui excèdent la valeur de la participation du groupe dans cette entité ne sont pas comptabilisées, sauf si :

- Le groupe a une obligation légale ou implicite de couvrir ces pertes; ou
- Le groupe a effectué des paiements au nom de l'entreprise associée.

Tout excédent du coût d'acquisition sur la quote-part du groupe dans la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entreprise associée à la date d'acquisition, est comptabilisé en tant que goodwill mais n'est pas présenté au bilan parmi les autres goodwill du Groupe. Ce dernier est, en effet, inclus dans la valeur comptable de la participation mise en équivalence et est testé pour dépréciation dans la valeur comptable totale de la participation. Tout excédent de la quote-part du groupe dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entité sur le coût d'acquisition, est comptabilisé immédiatement en résultat.

Les participations dans des entités sur lesquelles le Groupe a cessé d'exercer une influence notable ne sont plus consolidées à partir de cette date et sont évaluées au plus bas de leur valeur d'équivalence à la date de sortie de périmètre ou de leur valeur d'utilité.

Le Groupe a fait le choix, comme autorisé par la norme IAS 31 « Participations dans des coentreprises », de consolider selon la méthode de la mise en équivalence les entités sur lesquelles il exerce un contrôle conjoint.

Les participations dans des entités sur lesquelles le Groupe a cessé d'exercer un contrôle conjoint, ne sont plus consolidées à partir de cette date et sont évaluées soit au coût soit conformément aux dispositions de l'IAS 39.

Les participations dans des filiales, des coentreprises et des entreprises associées qui sont classées comme détenues en vue de la vente (ou incluses dans un Groupe destiné à être cédé qui est classé comme détenu en vue de la vente) selon IFRS 5 sont comptabilisées conformément aux dispositions de cette norme.

##### Retraitements de consolidation

Toutes les transactions, ainsi que les actifs et passifs réciproques significatifs entre les sociétés consolidées par intégration globale ou intégration proportionnelle sont éliminés. Il en est de même pour les résultats internes au Groupe (dividendes, plus-values...).

Les résultats des cessions internes réalisées avec les sociétés mises en équivalence sont éliminés dans la limite du pourcentage d'intérêt du Groupe dans ces sociétés.

##### Date de clôture

Toutes les entités du Groupe sont consolidées à partir de comptes annuels au 31 décembre ou semestriels au 30 juin.

Une liste des entités consolidées par le Groupe à la date de clôture est fournie en annexe.

#### REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Le Groupe retient la méthode de l'acquisition afin de comptabiliser ses regroupements d'entreprise. Le coût d'acquisition comprend, à la date du regroupement, les éléments suivants :

- La juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels acquis ;
- Les éventuels instruments de capitaux propres émis par le Groupe en échange du contrôle de l'entité acquise ;

Les actifs, passifs, passifs éventuels identifiables de l'entité acquise qui répondent aux critères de comptabilisation énoncés par la norme IFRS 3 sont comptabilisés à la juste valeur





à l'exception des actifs (ou groupe d'actifs), répondant aux dispositions de la norme IFRS 5 pour une qualification d'actifs non courants destinés à être cédés, alors comptabilisés et évalués à la juste valeur diminuée des coûts nécessaires à la vente.

Dans le cas d'une première consolidation d'une entité, le Groupe procède dans un délai n'excédant pas un an à compter de la date d'acquisition à l'évaluation de tous les actifs, passifs et passifs éventuels à leur juste valeur.

Le goodwill ou « écart d'acquisition » correspond à la différence entre le coût d'acquisition et la part d'intérêts de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables. Il suit les principes définis dans le paragraphe « Goodwill ».

#### GOODWILL

Le goodwill ou « écart d'acquisition » représente l'excédent du coût d'acquisition sur la part d'intérêts de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entité acquise.

Le goodwill est comptabilisé à l'actif du bilan. Il n'est pas amorti et fait l'objet de test de pertes de valeur annuel ou dès l'apparition d'indices susceptibles de remettre en cause la valeur comptabilisée au bilan. Les pertes de valeur enregistrées ne peuvent pas faire l'objet d'une reprise ultérieure.

Lorsque la quote-part de la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels acquise excède le coût d'acquisition, un écart d'acquisition négatif est immédiatement comptabilisé en résultat, et ce après revue et ré-estimation de l'évaluation des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables.

Lors de la cession d'une filiale ou d'une entité contrôlée conjointement, le montant du goodwill attribuable à la filiale est inclus dans le calcul du résultat de cession.

Pour les regroupements d'entreprise intervenus avant le 1er janvier 2007, le goodwill est maintenu à son coût présumé qui représente le montant comptabilisé selon les principes comptables marocains. Le classement et le traitement des regroupements d'entreprises qui ont eu lieu avant le 1er janvier 2007 n'ont pas été modifiés à l'occasion de l'adoption des normes IFRS au 1er janvier 2007 conformément aux dispositions de la norme IFRS 1.

#### RECOURS À DES ESTIMATIONS

Certains montants comptabilisés dans les comptes consolidés reflètent les estimations et les hypothèses émises par la Direction notamment lors de l'évaluation en juste valeur des instruments financiers et lors de l'évaluation des écarts d'acquisition, des immobilisations incorporelles, des dépréciations d'actifs et des provisions.

Le Groupe procède à ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations.

Les montants qui figurent dans ses futurs états financiers consolidés sont susceptibles de différer de ces estimations en fonction de l'évolution de ces hypothèses.

Les principales estimations significatives faites par le Groupe portent notamment sur les éléments ci-après :

- Provisions pour dépréciation des créances clients
- Goodwill;
- Provisions pour risques et charges
- Avantages au personnel.

#### OPERATIONS DE TITRISATION

La titrisation est une technique financière permettant à un établissement de crédit de vendre ses créances en les transformant en titres liquides et négociables. L'établissement cédant, vend un lot de créances à une structure ad hoc : le Fonds de Placement Collectif en Titrisation (FPCT).

Le FPCT émet des parts représentatives de ces créances. Ces parts sont placées auprès d'investisseurs. Les créances s'amortissent, et les flux ainsi générés, intérêt comme capital, sont rétrocédés au FPCT par le recouvreur. Les sommes ainsi versées sont affectées au remboursement et à la rémunération des parts.

Le Fonds est couvert contre les risques de défaillance des débiteurs par un ensemble de garanties et de sûretés telles que les sûretés réelles attachées aux créances, la constitution du Fonds de réserve, l'émission de la part résiduelle et enfin les avances techniques.

La Titrisation est une technique financière qui offre plusieurs avantages et opportunités dans des conditions normales du marché et des banques.

En effet, la Titrisation est un moyen efficace pour essentiellement :

1. Augmenter la capacité de financement d'un établissement : La Titrisation est un moyen qui permet d'alléger le bilan et de réaliser une économie en fonds propres pour le CIH. C'est une alternative efficace à l'augmentation du capital et au financement obligataire.
2. Gérer les risques de crédit, de liquidité et de taux ;
3. Profiter des opportunités que le marché offre et améliorer ainsi la rentabilité de la banque.

Le CIH a initié la création du premier fonds de titrisation au Maroc permettant d'externaliser le risque de crédit et de ne conserver que les avantages y afférents. Le premier FPCT a été émis par le CIH en avril 2002, portant sur un montant de 500 millions de dirhams, le deuxième Fonds a été émis en juin 2003, portant sur un montant de 1 000 millions de dirhams et le

troisième fonds a été émis en décembre 2008 portant sur 1 500 millions de dirhams.

En normes IFRS, les Fonds de Placement Collectifs en Titrisation constituent des entités ad hoc au sens des dispositions de l'interprétation SIC 12, et à ce titre font l'objet d'une consolidation. Les principaux éléments de ces fonds sont récapitulés comme suit :

FPCT	Nature des actifs	Année de création	Nominal à l'origine*	Solde au 31/12/2013*
Crédilog I	Prêts hypothécaires	2002	500	- **
Crédilog II	Prêts hypothécaires	2003	1 000	124,8
Crédilog III	Prêts hypothécaires	2008	1 500	877,0

\*En millions de dirhams

\*\* Fonds liquidé

#### RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

##### PARTIE I : GOUVERNANCE ET GESTION DES RISQUES AU SEIN DU CIH

Le dispositif de gestion des risques du CIH s'inscrit dans le cadre du respect des dispositions réglementaires émises en la matière par le régulateur national.

Ce dispositif se fixe comme objectif d'assurer une veille permanente concernant les meilleures pratiques en matière de gestion des risques afin d'en assurer le déploiement progressif de manière à garantir un équilibre permanent entre le développement des activités du CIH et la maîtrise des risques y afférents.

##### I - GOUVERNANCE DES RISQUES

Le mode de gouvernance de la banque a connu une évolution au cours du 1er semestre 2009 qui s'est matérialisé à travers :

##### La transformation juridique du CIH en SA à Conseil d'Administration :

Après promulgation de la loi ayant modifié la loi N° : 17/95 relative aux sociétés anonymes, et afin de tirer profit de ses apports en matière de gouvernance, et sur proposition du Conseil de Surveillance, l'Assemblée Générale Mixte du 28 05 2009 a décidé la transformation juridique du CIH en Société Anonyme à Conseil d'Administration, effective à partir de la date du 28 mai 2009 et l'adoption de nouveaux statuts de la banque.

##### Modalité d'exercice de la Direction Générale :

- Conformément à la loi N°17-95 telle qu'elle a été modifiée par la Loi 20-05 promulguée par le Dahir n°1-08-18 du 23 mai 2008 et conformément aux nouveaux statuts adoptés par l'Assemblée Générale Mixte du 28 Mai 2008, le Conseil d'Administration décide que la direction générale de la société sera assumée, sous sa responsabilité, par un Directeur Général.
- Conformément aux dispositions de la loi n°17-95 telle qu'elle a été modifiée par la loi 20-05 sur les sociétés anonymes, Le Conseil d'administration du 07 Octobre 2009 a décidé que le mode d'exercice de la Direction Générale est dorénavant exercé par un Président Directeur Général.
- L'Assemblée Générale du 11 Novembre 2009 a pris acte que le mode d'exercice de la Direction Générale choisi par le Conseil d'Administration en date du 28 mai 2009 est modifié par le Conseil d'Administration du 07 Octobre 2009 conformément aux dispositions de la loi n°17-95 telle qu'elle a été modifiée par la loi 20-05 sur les sociétés anonymes.

Le système de gouvernance des risques adopté au CIH s'inscrit dans le cadre des dispositions émises en la matière par Bank Al-Maghrib, notamment la circulaire sur le contrôle interne (40/G/2007) et la Directive sur la bonne Gouvernance (50/G/2007), publiées en août 2007.

##### RÔLE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'Administration est responsable en dernier ressort de la solidité financière du CIH. Il arrête les orientations stratégiques du CIH et assure la surveillance de la gestion de ses activités.

Il approuve, sur proposition du Président Directeur Général, la stratégie globale du CIH et sa politique de gestion des risques.

Il s'assure de la mise en œuvre, par le Président Directeur Général, d'un système de mesure, de maîtrise, de surveillance et de contrôle des risques et valide les limites globales d'expositions aux risques fixées par la Direction Générale.

Le Conseil d'Administration est tenu régulièrement informé des expositions aux risques du CIH à travers notamment le Comité d'Audit.

##### RÔLE DE LA DIRECTION GENERALE

La Direction Générale est responsable de la mise en œuvre de la stratégie risque fixée par le Conseil d'Administration. Elle décline cette stratégie en politique et limites et veille à leur application dans les processus de gestion et d'allocation des fonds propres.

La Direction Générale définit les pouvoirs, les responsabilités et les compétences des différentes entités impliquées dans la gestion des risques et s'assure de la mise en place d'un système de contrôle interne indépendant et efficient.

Elle s'assure de l'existence d'un système de Reporting approprié qui lui permet de disposer d'informations pertinentes et régulièrement mises à jour sur l'exposition du CIH aux différents risques.





La Direction Générale se fait assister dans ces missions par des structures dédiées à la gestion des risques et au contrôle et par des Comités spécialisés de suivi et de surveillance des risques.

## RÔLE DES STRUCTURES ET COMITÉS SPÉCIALISÉS DANS LA GESTION DES RISQUES ET LE CONTRÔLE

Le dispositif de gestion des risques et de contrôle interne est organisé autour de plusieurs structures dédiées à la gestion des risques et au contrôle des aspects réglementaires et des normes et procédures internes. Ces structures rendent compte à des Comités de la Direction Générale en charge du suivi des aspects risques et contrôles.

### Les structures

- La Direction des Engagements;
- La Direction des Risques;
- Le Pôle Conformité;
- La Direction de l'Audit et de l'Inspection Générale.

### Les Comités de Direction Générale

- Le Comité de Management des Risques;
- Le Comité du Contrôle Interne ;
- Le comité de pilotage des risques de crédit
- Le Comité des Engagements ;
- Le Comité de Recouvrement ;
- Le Comité de Suivi des Risques sensibles ;
- Le Comité de Suivi des Affaires Spéciales ;
- Le Comité de Suivi du Contentieux ;
- Le Comité de Provisionnement ;
- Le Comité ALM ;
- Le Comité de Conformité ;
- Le comité des risques opérationnels.

## II - PROCESSUS DE GESTION DES RISQUES

En ligne avec les exigences de Bâle II et des dispositions réglementaires, le CIH a achevé un vaste chantier de formalisation des politiques des risques qui fixent, pour l'ensemble des risques, les règles et bonnes pratiques à respecter à chaque étape des processus de gestion des risques à savoir, l'identification, la mesure, la maîtrise et le contrôle. Ces politiques sont validées par le Conseil d'Administration du CIH.

### IDENTIFICATION

L'identification des risques constitue une étape clé dans les processus de gestion des risques du CIH. A ce titre, la banque a lancé d'importantes actions pour élaborer une cartographie par nature de risque. Ce chantier a abouti à la réalisation d'une première cartographie des risques de crédit et opérationnel.

### MESURE

Le CIH a acquis des progiciels de mesure et de gestion des risques.

Pour le risque de crédit, principal risque de la banque, le progiciel permet au CIH de disposer, pour chaque client de la banque, d'une vision exhaustive de l'ensemble des engagements bilan et hors bilan, les techniques d'atténuation du risque crédit et les provisions qui leur sont associées ainsi que l'exigence en fonds propre requise.

Pour l'évaluation du risque de crédit à l'octroi, le CIH a mis en place un système de notation interne pour les crédits aux particuliers, d'une grille de notation pour les crédits à la promotion immobilière et les crédits aux entreprises. Ces modèles sont utilisés aussi pour la revue annuelle des portefeuilles.

Pour les risques opérationnels, Le CIH a mis en place un progiciel pour la gestion en work-flows de ces risques.

### MAÎTRISE

Une fois les risques identifiés et mesurés, il s'agit de veiller à leur maîtrise en vue de leur atténuation à travers des mesures dédiés à cet effet (politiques de gestion des risques, limites, plans d'urgence, ...).

#### Limites

L'objectif des limites est de contenir les risques à des niveaux compatibles avec les politiques internes et les seuils de tolérance aux risques fixés par le Conseil d'Administration et la Direction Générale.

Le CIH a mis en place des limites pour les risques de crédit, de marché, de taux et de liquidité.

#### Plan d'urgence

Un plan d'urgence permet, en cas de crise, de déclencher certaines actions permettant de limiter les conséquences liées aux risques. Ce plan couvre des risques spécifiques, comme le risque de liquidité ou la continuité d'exploitation (PCA).

### CONTRÔLE ET SURVEILLANCE

Pour l'ensemble des activités de la banque, un contrôle de premier niveau est assuré par les opérationnels (Surveillance Permanente) et un contrôle de deuxième niveau par le Pôle Conformité pour ce qui est du risque de non conformité et les autres acteurs du contrôle interne pour les autres catégories de risque (Direction des Risques, Direction de la Comptabilité, RSSI...). La Direction de l'Audit assure un contrôle de troisième niveau.

Par ailleurs, l'une des missions de la Direction des risques consiste à surveiller régulièrement les expositions de la banque aux différents risques et le respect des limites fixées à travers un système de Reporting.

## PARTIE II : DISPOSITIF DE GESTION DES RISQUES

### I - RISQUE DE CRÉDIT

On entend par risque de crédit, le risque qu'une contrepartie ne soit pas en mesure d'honorer ses engagements à l'égard de la banque.

Dans le cadre de la mise en place des méthodes avancées de calcul des risques de crédit, le CIH a élaboré :

- Un modèle de notation pour la promotion immobilière,
- Un modèle de notation pour les entreprises,
- Un modèle de sélection des bons payeurs pour la clientèle des professionnels,
- Des modèles de scoring à l'octroi et des modèles de notation pour les crédits à l'habitat et à la consommation.

### PRINCIPES DE BASE RÉGISSANT L'ACTIVITÉ DE CRÉDIT

L'activité de crédit au C.I.H s'appuie sur les principes de base suivants :

- Respect de la réglementation et de la déontologie régissant l'activité de crédit ;
- Respect des normes internes et politiques de risques régissant l'octroi des crédits à la clientèle (quantum de financement, pourcentage d'endettement, taux de couverture par les garanties requises, etc.) ;
- Double regard en matière d'analyse des demandes de crédits grands comptes opéré par des structures indépendantes ;
- Recours aux systèmes de notation pour les décisions d'octroi et de tarification.
- Collégialité dans la prise de décision d'octroi des crédits ;
- Double signature de tous les actes liés à la mise en place des crédits autorisés ;
- Contrôle, en central, des garanties reçues avant toute utilisation des nouveaux concours accordés.

### SURVEILLANCE ET PILOTAGE DU RISQUE DE CRÉDIT

#### DISPOSITIF DE SUIVI DU RISQUE DE CRÉDIT

Le suivi du risque de crédit relève aussi bien des structures commerciales que de celles en charge de la gestion du risque.

En plus du suivi assuré au quotidien par les structures commerciales, un suivi en central est assuré par la Direction des Engagements d'une part et la Direction des Risques, d'autre part. Des reportings sont régulièrement adressés au comité d'audit, au comité de management des risques et au comité de pilotage des risques de crédit.

### ANALYSE DU PORTEFEUILLE DES ENGAGEMENTS

#### Répartition des encours de crédit par marché et par nature de crédit

La répartition de l'encours global des crédits par marchés de clientèle, au 31 Décembre 2013, reflète :

- Le positionnement stratégique de la banque autour du financement des besoins des particuliers et de la famille puisque les crédits aux particuliers représentent 65.91% du total des encours hors contentieux ;
- La forte concentration de l'activité de crédit à l'habitat, dans la mesure où les crédits à la production et à l'acquisition de logements représentent 94.30% des encours hors contentieux de la banque de détail ;
- La bonne répartition des risques de crédit puisque l'encours de crédits aux particuliers représente plus de la moitié.

Dans le domaine de la promotion immobilière, les deux régions du Grand Casablanca et du Rabat et région concentrent plus de la moitié de l'encours global (PI hors contentieux) des crédits.

#### Qualité du portefeuille de crédit

Le volume global des créances en souffrance (CES) est en baisse continue depuis 2004. Il est passé en brut de 15 Milliards de Dirhams à fin 2004 à 2,6 milliards de Dirhams au 31/12/2013.

Le taux de CES s'établit à 6,96 % des engagements.

### II - Risque Opérationnel

#### Définition du Risque Opérationnel

Il s'agit des risques de pertes résultant de carences ou de défauts attribuables à des procédures, personnels et systèmes internes ou à des événements extérieurs. Cette définition inclut le risque juridique, mais exclut les risques stratégiques et de réputation.

### PROCESSUS DE GESTION DES RISQUES OPÉRATIONNELS

Afin de cerner l'ensemble du périmètre relatif à la gestion des risques opérationnels, la banque a mis en place un progiciel dédié et a assuré des actions de conduite de changement pour les intervenants dans le processus de gestion de ces risques. Ce progiciel permet une gestion en workflow des déclarations d'incidents (agences et entités centrales), des exercices d'autoévaluation et la conduite de plans d'actions correctives.

Un reporting est adressé régulièrement au Comité Pilotage des Risques Opérationnels et au comité Management des Risques ce qui permet une prise de décision sur les actions à mener pour la réduction des risques.







### LE PLAN DE CONTINUITÉ DES ACTIVITÉS

Le plan de continuité de l'activité est un plan d'action écrit, complet, qui expose les procédures et les systèmes nécessaires pour poursuivre ou rétablir les opérations de l'établissement de façon planifiée en cas de perturbations opérationnelles.

Le projet plan de continuité d'activité est en phase avancée; il couvre aujourd'hui 90% des processus vitaux de la banque.

### III - Risque de marché

#### Définition du risque de marché

On entend par risque de marché, les risques de pertes liées aux variations des prix du marché. Ils recouvrent :

- Les risques de taux et de position sur titres de propriété relatifs aux instruments inclus dans le portefeuille de négociation;
- Le risque de change et le risque sur produits de base encourus sur l'ensemble des éléments du bilan et du hors bilan, autres que ceux inclus dans le portefeuille de négociation.

### ORGANISATION DE LA GESTION DU RISQUE DE MARCHÉ

#### RÔLE DE LA SALLE DES MARCHÉS

La Direction Marchés des Capitaux est en charge de la mise en œuvre de la politique de refinancement de la banque à travers le marché, de la gestion de la trésorerie et des portefeuilles titres de la banque et de la gestion de la couverture de la position de change.

Cette entité participe à l'élaboration de la stratégie de refinancement de la banque et elle est chargée de veiller au respect des limites et des ratios réglementaires relatifs à l'activité de la Salle des marchés.

#### RÔLE DE LA DIRECTION DES RISQUES

La Direction des Risques est en charge de l'évaluation des Risques de Marché. A ce titre, elle décline la stratégie risque en politiques et limites sur les risques de marché et met en place les indicateurs de surveillance et de suivi.

### IV - GESTION ACTIF – PASSIF

#### EVALUATION DES RISQUES DE TAUX D'INTÉRÊT ET DE LIQUIDITÉ

##### EVALUATION DU RISQUE GLOBAL DE TAUX

La méthode d'évaluation du risque de taux d'intérêt utilisée par le CIH se base sur le calcul des gaps de taux fixe (tombées ressources à taux fixe moins tombées emplois à taux fixe) sur chaque maturité (1 mois, 2 mois, 3 mois, 6 mois, 1an, 2 ans...15 ans et plus de 15 ans). Ces gaps sont ensuite actualisés.

La différence entre cette VAN calculée avec les taux actuels et la VAN calculée avec ces taux +100 pb permet de déduire la sensibilité du bilan aux variations des taux.

Une distinction est faite également entre la sensibilité CT (maturités inférieures à 1an), la sensibilité MT (maturités entre 1 et 7 ans) et la sensibilité LT (maturités supérieures à 7 ans).

Il se dégage de l'application de cette méthode et de l'impact d'une variation défavorable de taux, une sensibilité du bilan de la banque, au 31/12/2013, à une variation de +1% de la courbe des taux de -343 millions DH soit -10,46% des fonds propres réglementaires.

##### EVALUATION DU RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le suivi du risque de liquidité est assuré via l'évaluation de la trésorerie immédiate et de la trésorerie prévisionnelle.

La gestion de la trésorerie immédiate (court terme) est assurée par la salle des marchés. Un tableau de bord quotidien est établi par le trésorier de la banque. Il permet de calculer le gap quotidien de la trésorerie en fonction de la réserve monétaire exigée, de notre solde chez BAM, des flux entrants et sortants des agences et de nos emprunts/prêts sur le marché monétaire.

La gestion de la liquidité (MLT) est assurée par l'entité ALM. Elle s'articule autour des axes suivants :

- Calcul des gaps de liquidité (encours des ressources moins encours des emplois) sur chaque maturité (1 mois, 2 mois, 3 mois, 6 mois, 1an, 2 ans...15 ans et plus de 15 ans) ;
- Présentation, au comité ALM, du tableau de bord ALM incluant les gaps de liquidité ;
- Ce dernier est obtenu en utilisant les tableaux d'amortissement des contrats pour les postes contractuels, et les règles d'écoulement de la liquidité pour les postes non contractuels.

### COUVERTURE DES GAPS DE TAUX ET DE LIQUIDITÉ.

Le Comité ALM décide, en cas de besoin, des mesures à prendre afin d'atténuer les gaps de taux fixe et les gaps de liquidité et de respecter les limites prudentielles. Ces principales mesures (en l'absence de swaps de taux) sont les suivantes :

- Le lancement d'opérations de titrisation de prêts hypothécaires ;
- L'émission de certificats de dépôts ;
- Le lancement d'opérations d'emprunts obligataires ;
- L'utilisation du portefeuille des bons du trésor comme moyen de couverture (cession ou acquisition en fonction du besoin) ;

- Le changement de la structure du portefeuille des prêts et emprunts en matière de nature de taux et de durée des prêts;
- Le recours à des lignes de financement auprès d'intermédiaires financiers ;
- La mise en place, le cas échéant, de lignes de refinancement auprès des actionnaires de référence.

### SUIVI DES RISQUES DE TAUX ET DE LIQUIDITÉ

Le suivi des risques de taux et de liquidité est assuré par le Comité ALM, à travers un reporting trimestriel.

En outre, un suivi régulier de ces risques est assuré par la Direction des Risques. Ce suivi est renforcé par des limites d'exposition à ces risques et un système de reporting régulier.

Les données risques sont agrégées périodiquement afin que la Direction Générale et le Conseil d'Administration puissent disposer d'une vue globale de l'ensemble des risques de taux d'intérêt et de liquidité du CIH. Ces données sont présentées en Comité ALM, Comité Management des Risques et Comité d'Audit.

### V - RATIO DE SOLVABILITÉ ET ACTIFS PONDÉRÉS

Au 31 Décembre 2013, le ratio de solvabilité se situe à 15.81%, avec un total des fonds propres réglementaires de 3 279 Millions DH et un total des actifs pondérés de 20 738 Millions DH.

#### RISQUE DE CRÉDIT

En application de l'approche standard, les actifs pondérés au CIH au titre du Risque de crédit sont à 18 165 MDHS au 31 Décembre 2013 pour une consommation en fonds propres de 1 453 MDHS.

#### RISQUE DE MARCHÉ

Le CIH n'est pas assujéti au calcul des exigences en fonds propres au titre du risque de change au 31/12/13 puisque la position de change globale située à 16.4 millions DH à cette date ne dépasse pas le seuil de 2% des fonds propres réglementaires arrêtés à 3 279 Millions DH et ne possède pas de portefeuille de négociation au 31/12/13.

#### RISQUE OPÉRATIONNEL

Pour le risque opérationnel, c'est l'approche « indicateur de base » qui est adoptée par le CIH.

Les actifs pondérés au CIH au titre du Risque opérationnel représentent 2 573 MDHS au 31 Décembre 2013 pour une consommation en fonds propres de 206 MDHS.

#### INFORMATION SUR LE CAPITAL

Le capital social est fixé à la somme de 2 660 808 500 dirhams (Deux Milliards Six Cent Soixante Millions Huit Cent Huit Mille Cinq Cent dirhams) divisé en 26 608 085 (Vingt Six Millions Six Cent Huit Mille Quatre Vingt Cinq) actions, d'une valeur nominale de Cent (100) dirhams chacune, toutes de même catégorie.

#### INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES SUR L'ANNEE 2013

Le Conseil d'Administration réuni le 26/02/2014 a décidé de proposer à l'Assemblée Générale d'affecter le résultat de l'exercice comme suit :

	2013
Bénéfice de l'exercice	458 789 081,27
Déduction des pertes antérieures	-
Solde s'élevant à	458 789 081,27
Réserve légale (-)	22 939 454,06
Report à nouveau bénéficiaire de l'exercice antérieur	283 308 586,30
Nouveau solde formant un bénéfice distribuable de l'exercice	719 158 213,51
Dividende par action	15
Nombre d'actions	26 608 085
Sommes distribuables à titre de dividendes aux actionnaires	399 121 275,00
Le solde non distribué affecté en totalité au compte report à nouveau	320 036 938,51

Le dividende de 15 dirhams par action sera mis en paiement, en numéraire, à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2014.



## COMPTES CONSOLIDÉS AU 31/12/2013



## BILAN CONSOLIDÉ AU 31/12/2013

(en milliers MAD)

ACTIF	31/12/13	31/12/12
1. Valeurs en caisse, Banques Centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	2 460 839	1 065 298
2. Actifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-
3. Instruments dérivés de couverture	-	-
4. Actifs financiers disponibles à la vente	1 287 586	3 471 907
5. Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés	493 848	139 449
6. Prêts et créances sur la clientèle	31 790 220	31 513 969
7. Ecart de réévaluation actif des portefeuilles couverts en taux	-	-
8. Placements détenus jusqu'à leur échéance	2 220 549	-
9. Actifs d'impôt exigible	282 305	253 198
10. Actifs d'impôt différé	5 063	18 631
11. Comptes de régularisation et autres actifs	659 539	546 991
12. Actifs non courants destinés à être cédés	-	-
13. Participations dans des entreprises mises en équivalence	561 818	549 375
14. Immeubles de placement	434 829	502 165
15. Immobilisations corporelles	961 487	779 163
16. Immobilisations incorporelles	116 986	120 528
17. Ecart d'acquisition	174 884	184 884
<b>Total de l'Actif</b>	<b>41 449 953</b>	<b>39 145 559</b>

## BILAN CONSOLIDÉ AU 31/12/2013

(en milliers MAD)

PASSIF	31/12/13	31/12/12
1. Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	181	163
2. Passifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-
3. Instruments dérivés de couverture	-	-
4. Dettes envers les établissements de crédit assimilés	4 525 905	3 617 812
5. Dettes envers la clientèle	22 212 014	20 429 528
6. Titres de créance émis	8 581 948	9 100 111
7. Ecart de réévaluation passif des portefeuilles couverts en taux	-	-
8. Passifs d'impôt exigible	270 948	217 006
9. Passifs d'impôt différé	91 458	58 781
10. Comptes de régularisation et autres passifs	743 842	821 756
11. Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	-	-
12. Provisions techniques des contrats d'assurance	-	-
13. Provisions	230 516	243 420
14. Subventions et fonds assimilés	-	-
15. Dettes subordonnées et fonds spéciaux de garantie	-	-
16. Capitaux propres	4 793 141	4 656 982
17. Capitaux propres part du groupe	4 702 663	4 570 461
18. Capital et réserves liées	2 660 809	2 660 809
19. Réserves consolidées	1 521 845	1 421 866
20. Gains ou pertes latents ou différés	5 258	428
21. Résultat de l'exercice	514 751	487 358
22. Intérêts minoritaires	90 478	86 521
<b>Total du Passif</b>	<b>41 449 953</b>	<b>39 145 559</b>

## COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDÉ AU 31/12/2013

(en milliers MAD)

	31/12/13	31/12/12
1. + Intérêts et produits assimilés	2 372 833	2 244 627
2. - Intérêts et charges assimilés	(958 818)	(905 595)
<b>3. MARGE D'INTERET</b>	<b>1 414 015</b>	<b>1 339 032</b>
4. + Commissions (produits)	184 050	188 954
5. - Commissions (charges)	(17 270)	(21 041)
<b>6. MARGE SUR COMMISSIONS</b>	<b>166 779</b>	<b>167 913</b>
7. +/- Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	2	12
8. +/- Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	23 517	5 233
9. + Produits des autres activités	492 723	99 448
10. - Charges des autres activités	(366 685)	(60 397)
<b>11. PRODUIT NET BANCAIRE</b>	<b>1 730 351</b>	<b>1 551 240</b>
12. - Charges générales d'exploitation	(870 466)	(831 255)
13. - Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	(105 130)	(95 814)
<b>14. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>754 755</b>	<b>624 171</b>
15. Coût du risque	(29 802)	(126 587)
<b>16. RESULTATS D'EXPLOITATION</b>	<b>724 954</b>	<b>497 584</b>
17. +/- Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	26 662	32 599
18. +/- Gains ou pertes nets sur autres actifs	17 408	148 577
19. +/- Variations de valeurs des écarts d'acquisition	3 478	-
<b>20. RESULTAT AVANT IMPOT</b>	<b>772 501</b>	<b>678 759</b>
21. - Impôt sur les résultats	(258 116)	(187 105)
22. +/- Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession	-	-
<b>23. RESULTAT NET</b>	<b>514 385</b>	<b>491 654</b>
24. Intérêts minoritaires	366	(4 296)
<b>25. RESULTAT NET - PART DU GROUPE</b>	<b>514 751</b>	<b>487 358</b>
26. Résultat de base par action en dirham	19,3	18,3
27. Résultat dilué par action en dirham	19,3	18,3

## ETAT DU RESULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES

## COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

(en milliers MAD)

	31/12/12	31/12/13
<b>Résultat net</b>	<b>491 655</b>	<b>514 385</b>
<b>Variations d'actifs et passifs comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>-5 019</b>	<b>-8 157</b>
Ecarts de conversion	-	-
Variations de valeur des actifs financiers disponibles à la vente	-5 019	4 830
Réévaluation des immobilisations	-	-
Variations de valeur différées des instruments dérivés de couverture	-	-
Application IAS 19 révisée	-	-12 987
<b>Eléments relatifs aux sociétés mise en équivalence</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total cumulé</b>	<b>486 636</b>	<b>506 228</b>
Part du groupe	482 339	506 594
Part des minoritaires	4 296	-366

## VALEURS EN CAISSE

(en milliers MAD)

	31 Décembre 2013		31 Décembre 2012	
Valeur	Actif	Passif	Actif	Passif
Caisse	387 552	-	311 928	-
Banques centrales, CCP	2 073 287	181	753 370	163
<b>Total</b>	<b>2 460 839</b>	<b>181</b>	<b>1 065 298</b>	<b>163</b>

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDÉ  
DU 01 JANVIER 2013 AU 31 DECEMBRE 2013

(en milliers MAD)

FLUX DE TRESORERIE	31/12/13	31/12/12
<b>1. Résultat avant impôts</b>	<b>772 501</b>	<b>678 760</b>
2. +/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	400 007	95 814
3. +/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	(458)	(1 445)
4. +/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs financiers	(316 626)	(49 277)
5. +/- Dotations nettes aux provisions	(70 537)	(32 726)
6. +/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	(26 662)	(32 599)
7. +/- Perte nette/gain net des activités d'investissement	(8 286)	(25 197)
8. +/- Produits/charges des activités de financement	(2 133)	(487)
9. +/- Autres mouvements	(21 801)	(25 869)
<b>10. = Total (2) à (9) des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôt et des autres ajustements</b>	<b>(46 496)</b>	<b>(71 784)</b>
11. +/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédits et assimilés	571 712	816 545
12. +/- Flux liés aux opérations avec la clientèle	1 843 733	(1 260 057)
13. +/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	2 187 716	(1 208 966)
14. +/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	(175 509)	(250 469)
15. - Impôts versés	(258 116)	(187 105)
<b>16. = Diminution/(augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles (Total des éléments 11 à 15)</b>	<b>4 169 536</b>	<b>(2 090 052)</b>
<b>17. = FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE OPERATIONNELLE (Total des éléments A, B et C)</b>	<b>4 895 541</b>	<b>(1 483 076)</b>
18. +/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations	(2 172 323)	(313 609)
19. +/- Flux liés aux immeubles de placements	0	-
20. +/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	(351 348)	(100 186)
<b>21. FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT (Total des éléments 18 à 20)</b>	<b>(2 523 671)</b>	<b>(413 796)</b>
22. +/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	(384 767)	(302 442)
23. +/- Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement	(516 155)	1 353 759
<b>24. FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT (Total des éléments 22 et 23)</b>	<b>(900 922)</b>	<b>1 051 317</b>
<b>25. Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>26. AUGMENTATION/(DIMINUTION) NETTE DE LA TRESORERIE ET DES EQUIVALENTS DE TRESORERIE (Total des éléments D, E et F)</b>	<b>1 470 948</b>	<b>(845 554)</b>

COMPOSITION DE LA TRESORERIE	31/12/13	31/12/12
<b>27. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE A L'OUVERTURE</b>	<b>971 051</b>	<b>1 816 605</b>
28. Caisse, banque centrales, CCP (actif & passif)	1 065 136	1 654 804
29. Comptes (actif et passif) et prêts / emprunts à vue auprès des établissements de crédit	(94 084)	161 801
<b>30. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE A LA ÉCLOTURE</b>	<b>2 441 999</b>	<b>971 051</b>
31. Caisse, banque centrales, CCP (actif & passif)	2 460 658	1 065 136
32. Comptes (actif et passif) et prêts / emprunts à vue auprès des établissements de crédit	(18 659)	(94 084)
<b>33. VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE</b>	<b>1 470 948</b>	<b>(845 554)</b>



## COMPTES CONSOLIDÉS AU 31/12/2013



## TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS DU 01 JANVIER 2013 AU 31 DECEMBRE 2013

(en milliers MAD)

	Capital (1)	réserves liées au capital (2)	Actions propres (3)	Réserves et résultats consolidés (4)	Gains ou pertes latents ou différés (5)	Capitaux propres part Groupe (6)	Intérêts minoritaires (7)	total (8)
Capitaux propres au 31 décembre 2012	2 660 809	-	-	1 920 846	428	4 582 082	86 521	4 668 603
Impact des changements de méthodes	-	-	-	(11 304)	-	(11 304)	-	(11 304)
Autres mouvements	-	-	-	(317)	-	(317)	-	(317)
<b>Capitaux propres corrigés au 31 décembre 2012</b>	<b>2 660 809</b>	-	-	<b>1 909 225</b>	<b>428</b>	<b>4 570 461</b>	<b>86 521</b>	<b>4 656 982</b>
Opérations sur capital	-	-	-	-	-	-	-	-
Paiements fondés sur des actions	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations sur actions propres	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes	-	-	-	(372 513)	-	(372 513)	-	(372 513)
<b>Résultat de l'exercice</b>	-	-	-	<b>514 751</b>	-	<b>514 751</b>	<b>(366)</b>	<b>514 385</b>
Immobilisations corporelles et incorporelles : réévaluations et cessions (A)	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments financiers : variations de juste valeur et transfert en résultat (B)	-	-	-	-	4 830	4 830	-	4 830
Ecart de conversion : variations et transferts en Résultat (C)	-	-	-	-	-	-	-	-
Gains ou pertes latents ou différés (A) + (B) + (C)	-	-	-	-	4 830	4 830	-	4 830
Variation de périmètre	-	-	-	(1 826)	-	(1 826)	4 323	2 497
Capitaux propres clôture au 31 décembre 2013	2 660 809	-	-	2 049 636	5 258	4 715 703	90 478	4 806 181
Changement de méthodes comptables et correction d'erreurs	-	-	-	(12 987)	-	(12 987)	-	(12 987)
Autres mouvements	-	-	-	(53)	-	(53)	-	(53)
<b>Capitaux propres corrigés au 31 décembre 2013</b>	<b>2 660 809</b>	-	-	<b>2 036 596</b>	<b>5 258</b>	<b>4 702 663</b>	<b>90 478</b>	<b>4 793 141</b>

## ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES A LA VENTE

(en milliers MAD)

Valeur brute	Valeur 31/12/2013	Valeur 31/12/2012
<b>Titres à revenus variables</b>	-	-
Cotés	8 359	8 680
Non cotés	13 213	12 838
<b>Titres à revenus fixes</b>	-	-
Cotés	102	459
Non cotés	1 253 377	3 437 679
<b>Autres (parts opcvn)</b>	<b>12 535</b>	<b>12 250</b>
<b>Total</b>	<b>1 287 586</b>	<b>3 471 907</b>
Dont gains et pertes latents	5 258	428
Dont provisions pour dépréciation	201 905	202 879

## PRÊTS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS

(en milliers MAD)

	Valeur brute au 31/12/2013	Valeur brute au 31/12/2012
<b>A vue</b>	<b>483 058</b>	<b>139 466</b>
Comptes ordinaires	165 985	124 887
Prêts et comptes au jour le jour	300 000	-
Valeurs reçues en pension au jour le jour	-	-
Autres prêts et créances	17 074	14 579
<b>A terme</b>	<b>11 008</b>	-
Prêts et comptes à terme	-	-
Prêts subordonnés et participants	-	-
Valeurs reçues en pension à terme	-	-
Créances rattachées	11 008	-
Autres prêts et créances	-	-
<b>Total Brut</b>	<b>494 067</b>	<b>139 466</b>
Dépréciation	219	17
<b>Total Net</b>	<b>493 848</b>	<b>139 449</b>

## GOODWILL

(en milliers MAD)

	31/12/12	Augmentation	Diminution	Perte de valeur de la période	Reclassement	31/12/13
<b>Valeur brute</b>	<b>185 184</b>	-	<b>10 000</b>	-	-	<b>175 184</b>
Les Omayades (fonds commercial)	10 000	-	10 000	-	-	-
Jbilet (fonds commercial)	2 000	-	-	-	-	2 000
Somical (fonds commercial)	300	-	-	-	-	300
Belle-vue	2 200	-	-	-	-	2 200
Sofac	174 884	-	-	-	-	174 884
<b>Cumul des pertes de valeur</b>	<b>300</b>	-	-	-	-	<b>300</b>
Les Omayades (fonds commercial)	0	-	-	-	-	-
Jbilet (fonds commercial)	2 000	-	-	-	-	2 000
Somical (fonds commercial)	300	-	-	-	-	300
Belle-vue	2 200	-	-	-	-	2 200
<b>Valeur nette au bilan</b>	<b>184 884</b>	-	<b>10 000</b>	-	-	<b>174 884</b>

## IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

(en milliers MAD)

Valeur brute	31/12/12	Impact Variation Périmètre	Acquisitions	Cessions ou retraits	31/12/13
Valeur brute	290 993	101	29 374	122	320 346
Amortissement & dépréciation	170 464	100	32 820	24	203 360
<b>Net</b>	<b>120 528</b>	-	-	-	<b>116 986</b>

## PRÊTS ET CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE

(en milliers MAD)

CREANCES	Secteur public	Secteur privé			Total 31/12/13	Total 31/12/12
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
<b>Crédits de trésorerie</b>	-	<b>40 000</b>	<b>1 293 250</b>	<b>145 337</b>	<b>1 478 587</b>	<b>1 576 416</b>
- Comptes à vue débiteurs	-	-	670 672	68 820	739 492	616 536
- Créances commerciales sur le Maroc	-	-	58 586	-	58 586	43 175
- Crédits à l'exportation	-	-	9 577	-	9 577	6 994
- Autres crédits de trésorerie	-	<b>40 000</b>	554 415	76 517	670 932	909 711
<b>Crédits à la consommation</b>	-	-	-	<b>2 954 106</b>	<b>2 954 106</b>	<b>2 440 185</b>
<b>Crédits à l'équipement</b>	-	-	<b>682 807</b>	-	<b>682 807</b>	<b>696 007</b>
<b>Crédits immobiliers</b>	-	-	<b>6 178 827</b>	<b>18 008 777</b>	<b>24 187 604</b>	<b>23 779 122</b>
<b>Autres crédits</b>	-	<b>46 015</b>	<b>2 197</b>	<b>1 314 281</b>	<b>1 362 493</b>	<b>1 664 989</b>
<b>Créances acquises par affacturage</b>	-	-	-	-	-	-
<b>Intérêts courus à recevoir</b>	-	-	<b>3 343</b>	<b>16 964</b>	<b>20 307</b>	<b>15 671</b>
<b>Créances en souffrance</b>	-	-	<b>572 092</b>	<b>2 035 438</b>	<b>2 607 531</b>	<b>3 321 124</b>
<b>Dépréciation</b>	-	-	<b>136 860</b>	<b>1 371 340</b>	<b>1 508 201</b>	<b>1 981 147</b>
- Sur base individuelle	-	-	-32 506	1 343 549	1 311 043	1 751 650
- Sur base collective	-	-	169 366	27 791	197 157	229 497
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-	-	-
Créances subordonnées	-	-	-	-	-	-
Créances issues des opérations de location financement	-	-	-	-	-	-
Créances relatives aux opérations de réassurances et les avances faites aux assurés	-	-	-	-	-	-
<b>Autres créances</b>	-	-	-	<b>4 985</b>	<b>4 985</b>	<b>1 601</b>
<b>TOTAL</b>	-	<b>86 015</b>	<b>8 595 657</b>	<b>23 108 548</b>	<b>31 790 220</b>	<b>31 513 969</b>

## IMPÔTS

(en milliers MAD)

	31/12/13	31/12/12
Actifs d'impôt différé	5 063	18 631
Passifs d'impôt différé	91 458	58 781
<b>Position nette</b>	<b>(86 395)</b>	<b>(40 151)</b>

## IMMEUBLES DE PLACEMENT

(en milliers MAD)

Valeur brute	Valeur brute au 31/12/2012	Acquisitions	Cessions	Valeur brute au 31/12/2013	Juste valeur au 31/12/2013
Valeur brute	680 419	17 581	83 971	614 029	785 569
Amortissement & Dépréciation	178 255	5 561	4 616	179 200	
<b>Net</b>	<b>502 165</b>	-	-	<b>434 829</b>	-

## PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

(en milliers MAD)

Libelle	31/12/12	Application IAS 19 révisée	Impact variation périmètre	Augmentation	Diminution	31/12/13
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	24 985	-	-	381	990	24 376
Provisions pour affaires sociales	25 981	-	-	2 871	3 308	25 543
Provisions pour autres risques et charges	99 656	-	3 988	2 680	51 065	55 259
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	92 798	20 615	-	17 187	5 262	125 338
<b>TOTAL</b>	<b>243 420</b>	<b>20 615</b>	<b>3 988</b>	<b>23 119</b>	<b>60 625</b>	<b>230 516</b>

Ventilation des provisions	31/12/12	31/12/13
Court terme	-	-
Long terme	243 420	230 516
<b>TOTAL</b>	<b>243 420</b>	<b>230 516</b>





COMPTES CONSOLIDES AU 31/12/2013



ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE (en milliers MAD)

ENGAGEMENTS	31/12/13	31/12/12
Engagements de financements et de garantie donnés	3 482 117	3 416 361
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés	189 041	158 860
- Crédits documentaires import	-	-
- Acceptations ou engagements de payer	-	-
- Ouvertures de crédit confirmés	189 041	158 860
- Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
- Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
- Autres engagements de financement donnés	-	-
Engagements de financement en faveur de la clientèle	2 975 582	2 840 780
- Crédits documentaires import	4 962	26 538
- Acceptations ou engagements de payer	87 901	86 230
- Ouvertures de crédit confirmés	2 861 471	2 707 361
- Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
- Engagements irrévocables de crédit-bail	20 448	20 652
- Autres engagements de financement donnés	800	-
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	869	10 531
- Crédits documentaires export confirmés	869	10 531
- Acceptations ou engagements de payer	-	-
- Garanties de crédits données	-	-
- Autres cautions, avals et garanties donnés	-	-
- Engagements en souffrance	-	-
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	316 625	406 190
- Garanties de crédits données	8 192	8 481
- Cautions et garanties en faveur de l'administration publique	258 444	206 910
- Autres cautions et garanties données	42 741	184 856
- Engagements en souffrance	7 248	5 943
Engagements de financements et de garantie reçus	4 640 060	4 357 155
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-
- Ouvertures de crédit confirmés	-	-
- Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
- Autres engagements de financement reçus	-	-
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	625	-
- Garanties de crédits	-	-
- Autres garanties reçues	625	-
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	4 639 435	4 357 155
- Garanties de crédits	4 639 435	4 357 155
- Autres garanties reçues	-	-

DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS (en milliers MAD)

DETTES	Etablissements de crédit et assimilés au Maroc			Etablis de crédit à l'étranger	Total 31/12/13	Total 31/12/12
	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établis de crédit et assimilés au Maroc			
Comptes ordinaires créditeurs	-	102 272	9 435	277	111 984	23 100
Valeurs données en pension	2 047 411	-	-	-	2 047 411	1 455 322
- au jour le jour	-	-	-	-	-	-
- à terme	2 047 411	-	-	-	2 047 411	1 455 322
Emprunts de trésorerie	70 000	200 000	-	-	270 000	533 921
- au jour le jour	-	-	-	-	-	105 921
- à terme	70 000	200 000	-	-	270 000	428 000
Emprunts financiers	-	2 037 717	-	-	2 037 717	1 566 917
Autres dettes	-	43 230	-	-	43 230	26 857
Intérêts courus à payer	2 244	13 319	-	-	15 563	11 695
TOTAL	2 119 655	2 396 538	9 435	277	4 525 905	3 617 812

DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE (en milliers MAD)

DEPOTS	Secteur public	Secteur privé			Total 31/12/13	Total 31/12/2012
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
Comptes à vue créditeurs	-	-18 304	3 284 912	8 077 270	11 343 877	10 013 087
Comptes d'épargne	-	-	8 423	3 372 241	3 380 664	3 005 243
Dépôts à terme	-	42 500	1 000 234	4 048 794	5 091 528	4 700 142
Autres comptes créditeurs	-	2 063	71 337	1 331 613	1 405 013	1 552 439
Intérêts courus à payer	-	470	11 065	44 791	56 326	61 942
Autres dettes envers la clientèle	-	-	-	934 606	934 606	1 096 674
TOTAL	-	26 729	4 375 971	17 809 314	22 212 014	20 429 528

TITRES DE CRÉANCES ÉMIS

Libelle	31/12/12	Augmentation	Diminution	31/12/13
Titres du marché interbancaire	-	-	-	-
Titres de créances négociables	5 333 700	3 179 500	3 376 300	5 136 900
Intérêts courus non échus	102 045	84 489	94 209	92 325
Emprunts obligataires	1 526 630	-	99 990	1 426 640
Intérêts courus non échus	53 103	50 785	53 103	50 785
Autres dettes représentées par un titre	2 015 073	-	202 700	1 812 373
Intérêts courus non échus	69 560	62 926	69 560	62 926
TOTAL	9 100 111	3 377 700	3 895 863	8 581 948

MARGE D'INTÉRÊT (en milliers MAD)

	31/12/13	31/12/12
Sur opérations avec les établissements de crédits	7 225	23 233
Sur opérations avec la clientèle	2 235 370	2 109 822
Intérêts courus et échus sur actifs financiers disponibles à la vente	103 832	110 634
Intérêts courus et échus sur actifs financiers détenus jusqu'à échéance	25 414	-
Intérêts courus et échus sur instruments de couverture	-	-
Sur opérations de crédit bail	991	938
Autres intérêts et produits assimilés	-	-
Produits d'intérêts	2 372 833	2 244 627
Sur opérations avec les établissements de crédits	186 988	106 196
Sur opérations avec la clientèle	365 819	389 184
Actifs financiers disponibles à la vente	185	-
Actifs financiers détenus jusqu'à échéance	-	-
Sur dettes représentées par titres	402 779	408 045
Sur dettes subordonnées	-	-
Intérêts courus et échus sur instruments de couverture	-	-
Sur opérations de crédit bail	3 047	2 170
Autres intérêts et produits assimilés	-	-
Charges d'intérêts	958 818	905 595

COMMISSIONS NETTES (en milliers MAD)

	31/12/2013			31/12/2012		
	Produits	charges	Net	Produits	charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédits	-	5 470	-5 470	-	6 160	-6 160
Sur opérations avec la clientèle	26 918	-	26 918	45 378	-	45 378
Sur opérations sur titres	9 563	-	9 563	9 914	-	9 914
Sur opération de change	3 488	-	3 488	3 044	-	3 044
Sur opérations sur instruments financiers à terme et autres opérations de hors bilan	-	-	-	-	-	-
Prestations de services bancaires et financiers	144 081	11 801	132 280	130 618	14 881	115 736
- Produits nets de gestions d'OPCVM	-	-	-	-	-	-
- Produits nets sur moyens de paiement	57 296	-	57 296	49 177	-	49 177
- Autres	86 785	11 801	74 984	81 441	14 881	66 560
Produits nets des commissions	184 050	17 270	166 779	188 954	21 041	167 913

GAINS OU PERTES NETS SUR ACTIFS DISPONIBLES À LA VENTE (en milliers MAD)

	31/12/13	31/12/12
Dividendes reçus et produits sur AFS	28 383	5 951
Plus ou moins values réalisées sur cession actifs disponibles à la vente	687	-769
Dépréciation durable	-6 756	-50
Reprise de dépréciation	1 203	101
Solde des relations de couverture des instruments de couverture de la JV des AFS, lorsque l'élément couvert est cédé	-	-
Gains ou pertes nets sur actifs disponibles à la vente	23 517	5 233

PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION (en milliers MAD)

Dénomination sociale	Pays	Déc-13		Déc-12		Méthode de consolidation
		% intérêts	% contrôle	% intérêts	% contrôle	
CIH	Maroc	100%	100%	100%	100%	Consolidante
CIH Courtage	Maroc	100%	100%	100%	100%	Intégration globale
Maghreb Titrisation	Maroc	24%	24%	24%	24%	Mise en équivalence
Maroc Leasing	Maroc	34%	34%	34%	34%	Mise en équivalence
Sofac	Maroc	61%	61%	60%	60%	Intégration globale
Sofassur	Maroc	61%	61%	60%	60%	Intégration globale
Tivoli	Maroc	89%	89%	-	-	Intégration globale
Crédilog 1	Maroc	N/A	N/A	N/A	N/A	Intégration globale
Crédilog 2	Maroc	N/A	N/A	N/A	N/A	Intégration globale
Crédilog 3	Maroc	N/A	N/A	N/A	N/A	Intégration globale



## COMPTES CONSOLIDÉS AU 31/12/2013



## ENGAGEMENTS SOCIAUX ET AVANTAGES AU PERSONNEL

(en milliers MAD)

## Détail des charges

Détail des charges	31/12/13	31/12/12
Salaires	214 673	205 993
Indemnités diverses	159 455	149 407
Cotisations sociales	89 592	84 746
Autres charges de personnel	8 108	9 561
<b>Total</b>	<b>471 827</b>	<b>449 708</b>

## Effectif fin de période

Effectif fin de période	31/12/13	31/12/12
Employés	700	545
Cadres	1 224	1 195
<b>Total</b>	<b>1 924</b>	<b>1 740</b>

## Avantages du personnel

<b>Montant (Provisions) au 1er janvier 2012</b>	<b>(90 387)</b>
Dotations de l'exercice / Charges de l'exercice (y compris les reprises de provision)	(12 982)
Reprises pour utilisation / Prestations payées	5 797
Variation de périmètre	(5 749)
Business combination (seulement si significatif)	-
Ecart de conversion	-
<b>Montant (Provisions) au 31 Décembre 2012</b>	<b>(103 321)</b>

<b>Montant (Provisions) au 1er janvier 2013</b>	<b>(103 321)</b>
Dotations de l'exercice / Charges de l'exercice (y compris les reprises de provision)	(17 458)
Reprises pour utilisation / Prestations payées	5 262
Application IAS 19 révisée	(20 615)
Business combination (seulement si significatif)	-
Ecart de conversion	-
<b>Montant (Provisions) au 31 Décembre 2013</b>	<b>(136 132)</b>

## CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION

(en milliers MAD)

	31/12/13	31/12/12
Charges de personnel	471 827	449 708
Impôts et taxes	28 164	24 579
Services extérieurs et autres charges	370 474	356 969
<b>Charges d'exploitation</b>	<b>870 466</b>	<b>831 255</b>

## PRODUITS ET CHARGES NETS DES AUTRES ACTIVITÉS

(en milliers MAD)

	31/12/13	31/12/12
Produits de la promotion immobilière	-	-
Produits de l'activité hôtelière	13 854	-
Produits sur opération de location simple	-	-
Charges de l'activité hôtelière	-6 378	-
Variations de juste valeur des immeubles de placement	-	-
Participation aux résultats des assurés bénéficiaires de contrat d'assurance	-	-
Dotations & Reprises sur immeubles de placement	-12 650	(16 642)
Variation des provisions techniques des contrats d'assurances	-	-
Autres produits	474 664	99 448
Autres charges	-343 452	(43 755)
<b>Produits et charges nets des autres activités</b>	<b>126 038</b>	<b>39 051</b>

## DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

	31/12/13	31/12/12
Dotations nettes des reprises aux amortissements des Immobilisations corporelles et incorporelles	-105 130	-95 814
Dotations nettes des reprises aux dépréciations des Immobilisations corporelles et incorporelles	-	-
<b>Total</b>	<b>-105 130</b>	<b>-95 814</b>

## COÛT DU RISQUE

(en milliers MAD)

	31/12/13	31/12/12
<b>Dotations aux provisions</b>	<b>410 652</b>	<b>435 795</b>
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	405 306	420 043
Provisions pour dépréciation des titres AFS	-	7 570
Provisions pour risques et charges	5 346	8 182
<b>Reprise de provisions</b>	<b>674 633</b>	<b>519 518</b>
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	668 043	492 139
Provisions pour dépréciation des titres AFS	624	-
Provisions pour risques et charges	5 965	27 380
<b>Variation des provisions</b>	<b>-263 980</b>	<b>-83 723</b>
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non provisionnées	321 845	272 473
Récupérations sur prêts et créances amorties	-28 063	-62 163
Autres pertes	-	-
<b>Coût du risque</b>	<b>29 802</b>	<b>126 587</b>

## RÉSULTAT PAR ACTION DE BASE ET DILUÉ

	31 Décembre 2013	31 Décembre 2012
Résultat net part du Groupe	514 751	487 358
Nombre d'actions ordinaires émises	26 608 085	26 608 085
<b>Résultat par action de base et dilué en DH</b>	<b>19,3</b>	<b>18,3</b>

	Indemnités de départ à la retraite			Autres avantages sociaux accordés postérieurement à l'emploi		
	31-déc-13	31/12/2012 (IAS 19 révisée)	31-déc-12	31-déc-13	31/12/2012 (IAS 19 révisée)	31-déc-12
<b>Engagement net</b>	<b>45 632</b>	<b>36 080</b>	<b>34 585</b>	<b>90 500</b>	<b>75 172</b>	<b>73 697</b>
Limitation de l'actif de retraite	-	-	-	-	-	-
Coûts des services passés non reconnus	-	-	-	-	-	-
Gains/Pertes actuariels non reconnus	-	-	(9 428)	-	4 467	4 467
<b>Actif/Provision net figurant au bilan</b>	<b>45 632</b>	<b>36 080</b>	<b>25 157</b>	<b>90 500</b>	<b>79 640</b>	<b>78 164</b>

## Sensibilité de l'engagement par rapport au taux d'actualisation

	Indemnités de départ à la retraite		Autres avantages sociaux accordés postérieurement à l'emploi	
	31/12/13	31/12/12	31/12/13	31/12/12
Sensibilité de l'engagement	-9%	-10%	-6%	-7%
Sensibilité du coût des services	-15%	-11%	-8%	-9%
Sensibilité de la charge d'intérêt (taux d'actualisation)	10%	8%	7%	13%

## GAINS OU PERTES NETS SUR AUTRES ACTIFS

(en milliers MAD)

	31/12/13	31/12/12
<b>Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation</b>	<b>1 037</b>	<b>23 993</b>
Plus-values de cession	11 481	24 036
Moins-values de cession	-10 444	-43
<b>Titres de capitaux propres consolidés</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Plus-values de cession	-	-
Moins-values de cession	-	-
<b>Gains ou pertes sur autres actifs</b>	<b>16 370</b>	<b>124 584</b>
<b>Gains ou pertes nets sur autres actifs</b>	<b>17 408</b>	<b>148 577</b>

## VARIATIONS DE VALEUR DES ÉCARTS D'ACQUISITION

(en milliers MAD)

	31/12/13	31/12/12
Dépréciation des écarts d'acquisition actifs	-	-
Ecart d'acquisition négatifs	3 478	-
<b>Variations de valeur des écarts d'acquisition</b>	<b>3 478</b>	<b>-</b>

## IMPÔTS

(en milliers MAD)

	31/12/13	31/12/12
Charge d'impôts exigibles	276 275	221 418
Charge d'impôts différés	-18 160	-34 313
<b>Charge d'impôt de la période</b>	<b>258 116</b>	<b>187 105</b>

	31/12/13	31/12/12
Résultat avant impôts, dépréciations sur écarts d'acquisition et résultats des sociétés MEE	745 839	646 161
Taux d'impôt théorique	37%	37%
Impôt théorique	275 960	239 080
Ecart taux mère/filiales	(429)	(1 244)
Effet différences permanentes	(17 415)	(50 731)
Retraitement de la plus value de cession des titres consolidés	-	-
Effet des autres éléments	-	-
<b>Charge effective d'impôts</b>	<b>258 116</b>	<b>187 105</b>

## PARTICIPATION DANS LES ENTREPRISES MISES EN ÉQUIVALENCE

(en milliers MAD)

Entreprises associées	Valeur de mise en équivalence	Résultat	Total bilan	Produit des activités ordinaires	Quote part dans le résultat
<b>Maghreb Titrisation</b>	<b>2 625</b>	<b>1 265</b>	<b>18 584</b>	<b>14 363</b>	<b>308</b>
<b>Maroc Leasing</b>	<b>559 193</b>	<b>77 487</b>	<b>12 162 081</b>	<b>90 231</b>	<b>26 354</b>
<b>Total</b>	<b>561 818</b>	<b>78 752</b>	<b>12 180 665</b>	<b>104 594</b>	<b>26 662</b>

## PASSIFS EVENTUELS

Maroc Leasing a fait l'objet d'un contrôle de l'administration fiscale, au titre de l'ex-Chaabi Leasing, portant sur les exercices 2007 à 2008 inclus, couvrant l'impôt sur les sociétés et l'impôt sur le revenu, et sur les exercices 2006 à 2008 pour la taxe sur la valeur ajoutée. Par ailleurs, Maroc Leasing a reçu en 2013 une nouvelle notification suite à un deuxième contrôle fiscal qui a porté sur l'impôt sur les sociétés et l'impôt sur le revenu pour les exercices 2009 à 2012 inclus, ainsi que sur la taxe sur la valeur ajoutée pour les exercices 2007 à 2012 inclus. Le management a apporté une réponse aux deux notifications reçues en rejetant l'essentiel des redressements.





ATTESTATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES PERIODE DU 1<sup>ER</sup> JANVIER AU 31 DECEMBRE 2013**Deloitte.**

Deloitte Audit  
288, Boulevard Zektouni  
Casablanca - Maroc

**M A Z A R S**

Mazars Audit et Conseil  
101, Boulevard Abdelmoumen  
Casablanca - Maroc

**CREDIT IMMOBILIER ET HOTELIER (CIH)**
**ATTESTATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES  
PERIODE DU 1<sup>ER</sup> JANVIER AU 31 DECEMBRE 2013**

Nous avons procédé à un examen limité de la situation provisoire du Crédit Immobilier et Hôtelier (CIH) et ses filiales (Groupe CIH) comprenant le bilan, le compte de résultat, l'état du résultat global, le tableau des flux de trésorerie, l'état de variation des capitaux propres et une sélection de notes explicatives au terme de la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2013. Cette situation provisoire fait ressortir un montant de capitaux propres consolidés totalisant 4.793.141 KMAD, dont un bénéfice net consolidé de 514.385 KMAD.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes de la profession au Maroc. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation provisoire des états financiers consolidés ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que les états consolidés, ci-joints, ne donnent pas une image fidèle du résultat des opérations de la période écoulée ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier (CIH) arrêtés au 31 décembre 2013, conformément aux normes comptables internationales (IAS/IFRS).

Casablanca, le 26 février 2014

**Les Commissaires aux Comptes****Deloitte Audit**

Deloitte Audit  
288, Boulevard Zektouni  
CASABLANCA -  
Tél : 0522 22 20 25/26/34/31  
Fax : 0522 27 40 78

**Fawzi BRITEL**  
Associé

**Mazars Audit et Conseil**

MAZARS AUDIT ET CONSEIL  
101, Bd. Abdelmoumen  
30360 CASABLANCA  
Tél : 0522 423 422 (L.G.)  
Fax : 0522 423 400

**Kamal MOKDAD**  
Associé Gérant



## ETAT A1 : ETAT DES PRINCIPALES METHODES D'ÉVALUATION APPLIQUÉES

Les comptes sociaux du CIH relatifs à l'exercice arrêté au 31 Décembre 2013 ont été établis conformément aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC).

## PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

## PRINCIPES GENERAUX :

Les états de synthèse sont établis dans le respect des principes comptables généraux applicables aux établissements de crédit.

La présentation des états de synthèse du Crédit Immobilier et Hôtelier est conforme aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit.

## CREANCES ET ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE :

## Présentation générale :

Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont ventilées selon leur durée initiale et leur objet économique :

- Créances à vue et à terme, pour les établissements de crédit ;
- Créances de trésorerie, crédits à l'équipement, crédit à la consommation crédits immobiliers et autres crédits pour la clientèle.

Les engagements par signature comptabilisés en hors bilan correspondant à des engagements de financement et à des engagements de garantie qui n'ont pas donné lieu à des mouvements de fonds. Il est à noter que les valeurs et suretés reçues en couverture des opérations de crédit réalisées avec la clientèle sont désormais comptabilisées, au même titre que les garanties reçues des fonds et institutions marocains de garantie des crédits en hors bilan.

Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

## Créances en souffrance :

Les créances en souffrance sont comptabilisées conformément à la réglementation en vigueur.

Le poste « autres crédits » englobe les créances en souffrance déduction faite des provisions et des agios réservés.

Les principales dispositions appliquées se résument comme suit :

- Les créances en souffrance sont, selon les degrés de risque prévus à la circulaire de Bank Al Maghreb, classées en créances pré-douteuses, douteuses ou compromises.
- Les créances en souffrance sont, après déduction des agios réservés et des quotités de garantie prévues par la réglementation en vigueur, provisionnées à hauteur de :

- 20% pour les créances pré-douteuses,
- 50% pour les créances douteuses ;
- 100% pour les créances compromises.

Les estimations des garanties sont effectuées pour l'essentiel en interne par les services de la Banque compte tenu de son expertise en la matière. La banque recourt de plus en plus aux rapports des expertises judiciaires et de manière ponctuelle à des experts indépendants pour l'évaluation de certains gages importants en valeur. Il est à noter que le CIH retient la valeur la plus faible lorsqu'il dispose de plusieurs estimations (estimations internes/ externes/Judiciaires).

Les créances en souffrance sont constituées de l'ensemble des encours dus par les débiteurs dont un engagement au moins présente un risque de crédit avéré.

Les créances en souffrance sont réinscrites en encours sain quand les règlements reprennent de façon régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles d'origine.

Dès leur déclassement, les créances en souffrance donnent lieu à la constatation d'agios réservés.

Les pertes sur créances irrécouvrables sont constatées à l'occasion d'accords transactionnels pour solde de tout compte ou à l'issue de procédures judiciaires.

Les reprises de provisions pour créances en souffrance sont constatées lorsque les créances en souffrance enregistrent une évolution favorable (remboursement total ou partiel, restructuration, apurement...) leur permettant de redevenir saines.

Les dotations et reprises des provisions pour dépréciation des créances, de même que les charges couvertes par ces provisions figurent au compte de résultat parmi les éléments relatifs au coût du risque.

Les provisions constituées au titre des créances ayant fait l'objet de restructuration, ne sont reprises qu'à l'expiration du délai d'observation de six mois après la date d'échéance du premier règlement convenu.

Radiation des créances en souffrance : Conformément à la directive de BANK AL-MAGHRIB relative à la radiation des créances en souffrance, la banque a procédé au 31/12/2013 à la radiation des créances en souffrance éligibles pour un montant brut de 122 MDH.

## PORTEFEUILLE DE TITRES :

Les opérations sur titres sont comptabilisées conformément aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit.

Les titres sont classés d'une part en fonction de leur nature et en fonction de l'intention et la durée de détention (titre de créance ou titre de placement, titre d'investissement, titre de participation).

La banque ne détient pas de titres de transaction au 31/12/2013.

A leur date d'achat, les titres de placement et d'investissement sont inscrits au bilan à leur prix d'acquisition, frais et coupon inclus.

Les primes et décotes sur titres de placement et d'investissement correspondent à la différence éventuelle entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement des titres à revenu fixe. Elles font l'objet d'un étalement sur la durée de vie résiduelle des titres. L'étalement est pratiqué selon la méthode actuarielle pour les bons du Trésor.

Les titres de placements sont évalués par référence au prix du marché du jour le plus récent. Les moins-values latentes sont constatées par voie de provision, tandis que les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

A leur date d'achat, les titres de participation sont comptabilisés au bilan à leur prix d'acquisition.

Les plus- et moins-values de cessions sur titres de participation sont enregistrées pour le montant net de l'opération de cession en « plus values ou moins values de cession sur actifs immobilisés » et en aval du résultat brut d'exploitation.

## IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations d'exploitation sont inscrites à leur coût d'acquisition. Elles sont amorties selon la méthode linéaire. Par ailleurs, les immobilisations hors exploitation ne sont pas amorties mais font l'objet le cas échéant de provisionnement en fonction des conclusions des rapports d'expertise externe réalisés chaque année pour un certain nombre de gages et des informations disponibles à la date de l'arrêté comptable.

## DETTES A VUE ET A TERME

Les dettes envers les établissements de crédit et assimilés ainsi que sur la clientèle sont présentées dans les états de synthèse selon leur durée initiale ou la nature de ces dettes :

- Dettes à vue et à terme pour les établissements de crédit ;
- Comptes à vue créditeurs, comptes d'épargne, dépôts à terme et autres comptes créditeurs pour la clientèle.

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

## LES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Ce poste abrite les provisions qui permettent de constater l'existence de pertes et charges dont la réalisation est probable mais l'évaluation incertaine, ou qui ne font pas face à la dépréciation d'un actif identifié.

Ces provisions comprennent une provision pour risques généraux d'un montant de 215,2 millions de Dirhams constituée en vue de faire face à des risques futurs relevant de l'activité bancaire, actuellement non avérés.

## PRISE EN COMPTE DES INTERETS ET COMMISSIONS DANS LE COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES

## Intérêts

Sont considérés comme intérêts les produits et charges calculés sur des capitaux effectivement prêtés ou empruntés.

Les intérêts courus sur les capitaux effectivement prêtés ou empruntés sont constatés dans les comptes de créances et dettes rattachés les ayant générés par la contrepartie du compte de résultat.

## Commissions

Les produits et charges qui rémunèrent une prestation de service, sont constatés en tant que commissions dès leur facturation.





## COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2013



## BILAN AU 31/12/2013

(en milliers MAD)

Libellé	31/12/13	31/12/12
<b>Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux</b>	<b>2 450 408</b>	<b>1 057 140</b>
<b>Créances sur les établissements de crédit et assimilés</b>	<b>641 648</b>	<b>64 519</b>
- A vue	140 748	64 519
- A terme	500 900	-
<b>Créances sur la clientèle</b>	<b>27 142 112</b>	<b>27 179 287</b>
- Crédits de trésorerie et à la consommation	2 230 454	2 371 581
- Crédits à l'équipement	808 808	698 148
- Crédits immobiliers	23 190 476	22 583 781
- Autres crédits	912 374	1 525 777
<b>Créances acquises par affacturage</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Titres de transaction et de placement</b>	<b>1 330 334</b>	<b>3 537 620</b>
- Bons du Trésor et valeurs assimilées	1 213 431	3 407 119
- Autres titres de créance	39 186	30 686
- Titres de propriété	77 717	99 815
<b>Autres actifs</b>	<b>673 484</b>	<b>469 053</b>
<b>Titres d'investissement</b>	<b>2 220 549</b>	<b>-</b>
- Bons du Trésor et valeurs assimilées	2 220 549	-
- Autres titres de créance	-	-
<b>Titres de participation et emplois assimilés</b>	<b>862 735</b>	<b>831 760</b>
<b>Créances subordonnées</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Immobilisations données en crédit-bail et en location</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>133 456</b>	<b>141 869</b>
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>1 028 693</b>	<b>1 095 783</b>
	-	-
	-	-
<b>Total de l'Actif</b>	<b>36 483 420</b>	<b>34 377 032</b>

## BILAN AU 31/12/2013

(en milliers MAD)

Libellé	31/12/13	31/12/12
<b>Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux</b>		
<b>Dettes envers les établissements de crédit et assimilés</b>	<b>2 581 782</b>	<b>1 944 236</b>
- A vue	52 942	49 957
- A terme	2 528 840	1 894 279
<b>Dépôts de la clientèle</b>	<b>20 425 330</b>	<b>18 510 477</b>
- Comptes à vue créditeurs	11 362 502	10 025 950
- Comptes d'épargne	3 380 664	3 005 243
- Dépôts à terme	5 147 854	4 762 084
- Autres comptes créditeurs	534 310	717 200
<b>Titres de créance émis</b>	<b>8 018 987</b>	<b>8 537 276</b>
- Titres de créance négociables	4 666 264	4 872 909
- Emprunts obligataires	1 477 425	1 579 733
- Autres titres de créance émis	1 875 299	2 084 633
<b>Autres passifs</b>	<b>874 731</b>	<b>903 582</b>
<b>Provisions pour risques et charges</b>	<b>299 004</b>	<b>284 152</b>
<b>Provisions réglementées</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	-	-
Dettes subordonnées	-	-
<b>Ecart de réévaluation</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Réserves et primes liées au capital</b>	<b>880 678</b>	<b>858 334</b>
<b>Capital</b>	<b>2 660 809</b>	<b>2 660 809</b>
- Actionnaires. Capital non versé (-)	-	-
<b>Report à nouveau (+/-)</b>	<b>283 309</b>	<b>231 279</b>
<b>Résultats nets en instance d'affectation (+/-)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Résultat net de l'exercice (+/-)</b>	<b>458 789</b>	<b>446 887</b>
<b>Total du passif</b>	<b>36 483 420</b>	<b>34 377 032</b>

## HORS BILAN AU 31/12/2013

(en milliers MAD)

Libellé	31/12/13	31/12/12
<b>ENGAGEMENTS DONNES</b>	<b>3 454 421</b>	<b>3 389 767</b>
Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés	189 041	158 860
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	2 955 134	2 820 128
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	869	10 531
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	309 378	400 247
Titres achetés à réméré	-	-
Autres titres à livrer	-	-
<b>ENGAGEMENTS RECUS</b>	<b>4 640 061</b>	<b>4 357 155</b>
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	625	-
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	4 639 436	4 357 155
Titres vendus à réméré	-	-
Autres titres à recevoir	-	-

## RESULTATS ET AUTRES ELEMENTS DES TROIS DERNIERS EXERCICES AU 31/12/2013

(en milliers MAD)

	2013	2012	2011
<b>CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILES</b>	<b>4 283 584</b>	<b>4 197 309</b>	<b>4 043 111</b>
<b>OPERATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
1- Produit net bancaire	1 438 202	1 367 034	1 311 420
2- Résultat avant impôts	725 150	660 470	579 612
3- Impôts sur les résultats	266 361	213 583	175 096
4- Bénéfices distribués	372 513	292 689	136 842
5- Résultats non distribués ( mis en réserve ou en instance d'affectation)	283 309	231 279	139 677
	-	-	-
<b>RESULTAT PAR TITRE (en dirhams)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Résultat net par action ou part sociale	17,2	16,8	15
Bénéfice distribué par action ou part sociale	14	11	6
<b>PERSONNEL</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Montants des rémunérations brutes de l'exercice	412 260	399 887	385 346
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	-	-	-

## TABLEAU DES PLUS ET MOINS VALUES / CESSIONS DES IMMOBILISATIONS AU 31/12/2013

(en KDH)

NUMERO DU TITRE FONCIER	valeur comptable brute	Cumul des amortissements et /ou des provisions pour dépréciation	Valeur comptable nette	Prouduit de la cession	Plus-value de cession	Moins-value de cession
Immobilisation corporelles hors exploitation	79 633	715	78 918	72 945	4 434	10 407
Immobilisation incorporelles hors exploitation	10 000	-	10 000	17 048	7 048	-
Immobilisation corporelles d'exploitation	-	-	-	-	-	-
Immobilisation incorporelles d'exploitation	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>89 633</b>	<b>715</b>	<b>88 918</b>	<b>89 992</b>	<b>11 482</b>	<b>10 407</b>



## COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2013



## COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES AU 31/12/2013

(en milliers MAD)

Libellé	31/12/13	31/12/12
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE</b>	<b>2 263 713</b>	<b>2 159 006</b>
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	15 233	23 218
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	1 817 428	1 778 501
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	130 897	110 634
Produits sur titres de propriété	98 392	76 705
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Commissions sur prestations de service	157 040	145 756
Autres produits bancaires	44 723	24 192
<b>CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE</b>	<b>825 511</b>	<b>791 972</b>
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	86 184	70 027
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	316 698	275 478
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	376 585	398 641
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Autres charges bancaires	46 044	47 825
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>	<b>1 438 202</b>	<b>1 367 034</b>
Produits d'exploitation non bancaire	62 203	47 501
Charges d'exploitation non bancaire	10 937	4
<b>CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION</b>	<b>784 976</b>	<b>778 960</b>
Charges de personnel	412 260	399 887
Impôts et taxes	24 562	23 241
Charges externes	227 486	237 344
Autres charges générales d'exploitation	25 683	26 458
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	94 985	92 031
<b>DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOURVABLES</b>	<b>502 977</b>	<b>563 154</b>
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	215 643	270 451
Pertes sur créances irrécouvrables	265 099	212 413
Autres dotations aux provisions	22 235	80 289
<b>REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES</b>	<b>484 130</b>	<b>494 339</b>
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	442 144	417 844
Récupérations sur créances amorties	23 479	60 333
Autres reprises de provisions	18 507	16 162
<b>RESULTAT COURANT</b>	<b>685 646</b>	<b>566 758</b>
Produits non courants	62 049	124 151
Charges non courantes	22 546	30 438
<b>RESULTAT AVANT IMPOTS</b>	<b>725 150</b>	<b>660 470</b>
Impôts sur les résultats	266 361	213 583
<b>RESULTAT NET DE L'EXERCICE</b>	<b>458 789</b>	<b>446 887</b>

## ETAT DES DEROGATIONS AU 31/12/2013

INDICATIONS DES DEROGATIONS	JUSTIFICATIONS DES DEROGATIONS	INFLUENCE DES DEROGATIONS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
<b>I - Dérogations aux principes comptables fondamentaux</b>	NEANT	NEANT
<b>II - Dérogations aux méthodes d'évaluation</b>	NEANT	NEANT
<b>III - Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse</b>	NEANT	NEANT

## ETAT DES CHANGEMENTS DE METHODES AU 31/12/2013

NATURE DES CHANGEMENTS	JUSTIFICATIONS DES CHANGEMENTS	INFLUENCE SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
<b>I - Changements affectant les méthodes d'évaluation</b>	NEANT	NEANT
<b>II - Changements affectant les règles de présentation</b>		

## ETAT DES SOLDES DE GESTION AU 31/12/2013

(en milliers MAD)

Libellé	31/12/13	31/12/12
+ Intérêts et produits assimilés	1 963 558	1 912 353
- Intérêts et charges assimilées	779 467	744 147
<b>MARGE D'INTERET</b>	<b>1 184 091</b>	<b>1 168 206</b>
+ Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
- Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
<b>Résultat des opérations de crédit-bail et de location</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
+ Commissions perçues	160 528	148 801
- Commissions servies	5 164	3 422
<b>Marge sur commissions</b>	<b>155 364</b>	<b>145 379</b>
+ Résultat des opérations sur titres de transaction	200	857
+ Résultat des opérations sur titres de placement	1 480	-8 374
+ Résultat des opérations de change	13 945	15 289
+ Résultat des opérations sur produits dérivés	-	-
<b>Résultat des opérations de marché</b>	<b>15 625</b>	<b>7 773</b>
+ Divers autres produits bancaires	118 258	78 149
- Diverses autres charges bancaires	35 135	32 473
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>	<b>1 438 202</b>	<b>1 367 034</b>
+ Résultat des opérations sur immobilisations financières	389,34	0
+ Autres produits d'exploitation non bancaire	62 203	47 501
- Autres charges d'exploitation non bancaire	10 407	4
- Charges générales d'exploitation	784 976	778 960
<b>RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>705 413</b>	<b>635 572</b>
+ Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffr	-15 119	-4 688
+ Autres dotations nettes de reprises aux provisions	-4 648	-64 127
<b>RESULTAT COURANT</b>	<b>685 646</b>	<b>566 758</b>
<b>RESULTAT NON COURANT</b>	<b>39 504</b>	<b>93 713</b>
- Impôts sur les résultats	266 361	213 583
<b>RESULTAT NET DE L'EXERCICE</b>	<b>458 789</b>	<b>446 887</b>

## ETAT DES SOLDES DE GESTION (suite)

## DU 01/01/2013 AU 31/12/2013

(en milliers MAD)

II - CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	31/12/13	31/12/12
<b>RESULTAT NET DE L'EXERCICE</b>	<b>458 789</b>	<b>446 887</b>
+ Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	94 985	92 031
+ Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	111	-
+ Dotations aux provisions pour risques généraux	19 366	75 000
+ Dotations aux provisions réglementées	-	-
+ Dotations non courantes	-	-
- Reprises de provisions	11 844	188
- Plus-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	11 481	23 886
+ Moins-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	10 407	4
<b>- Plus-values de cession sur immobilisations financières</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
+ Moins-values de cession sur immobilisations financières	530	-
- Reprises de subventions d'investissement reçues	-	-
<b>+ CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT</b>	<b>560 862</b>	<b>589 846</b>
- Bénéfices distribués	372 513	292 688
<b>AUTOFINANCEMENT</b>	<b>188 349</b>	<b>297 158</b>



## COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2013

## CREANCES SUR LA CLIENTELE AU 31/12/2013

(en milliers MAD)

CREANCES	Secteur public	Secteur privé			Total 31/12/13	Total 31/12/12
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
<b>CREDITS DE TRESORERIE</b>	-	<b>40 000</b>	<b>1 293 250</b>	<b>145 337</b>	<b>1 478 587</b>	<b>1 576 416</b>
- Comptes à vue débiteurs	-	-	670 672	68 820	739 492	616 536
- Créances commerciales sur le Maroc	-	-	58 586	-	58 586	43 175
- Crédits à l'exportation	-	-	9 577	-	9 577	6 994
- Autres crédits de trésorerie	-	40 000	554 415	76 517	670 932	909 711
<b>CREDITS A LA CONSOMMATION</b>	-	-	-	<b>748 731</b>	<b>748 731</b>	<b>788 540</b>
<b>CREDITS A L'EQUIPEMENT</b>	-	-	<b>803 977</b>	-	<b>803 977</b>	<b>696 007</b>
<b>CREDITS IMMOBILIERS</b>	-	-	<b>6 178 827</b>	<b>17 006 926</b>	<b>23 185 753</b>	<b>22 581 400</b>
<b>AUTRES CREDITS</b>	-	<b>46 015</b>	<b>2 197</b>	-	<b>48 212</b>	<b>308 548</b>
<b>CREANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE</b>	-	-	-	-	-	-
<b>INTERETS COURUS A RECEVOIR</b>	-	-	<b>3 953</b>	<b>8 741</b>	<b>12 694</b>	<b>11 174</b>
<b>CREANCES EN SOUFFRANCE</b>	-	-	<b>242 505</b>	<b>621 653</b>	<b>864 158</b>	<b>1 217 202</b>
- Créances pré-douteuses	-	-	-	175 023	175 023	561 909
- Créances douteuses	-	-	-	82 818	82 818	149 261
- Créances compromises	-	-	242 505	363 812	606 317	506 048
<b>TOTAL</b>	-	<b>86 015</b>	<b>8 524 709</b>	<b>18 531 388</b>	<b>27 142 112</b>	<b>27 179 287</b>

## CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES AU 31/12/2013

(en milliers MAD)

CREANCES	Bank Al Maghrib, Trésor public et Services des chèques postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Etablissements de crédit à l'étranger	Total 31/12/2013	Total 31/12/12
<b>COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS</b>	<b>2 066 323</b>	<b>866</b>	<b>30 959</b>	<b>92 768</b>	<b>2 190 916</b>	<b>800 608</b>
<b>VALEURS RECUES EN PENSION</b>	-	-	-	-	-	-
- au jour le jour	-	-	-	-	-	-
- à terme	-	-	-	-	-	-
<b>PRETS DE TRESORERIE</b>	-	-	<b>300 000</b>	-	<b>300 000</b>	-
- à terme	-	-	-	-	-	-
- au jour le jour	-	-	300 000	-	300 000	-
<b>PRETS FINANCIERS</b>	-	-	<b>200 000</b>	-	<b>200 000</b>	-
<b>AUTRES CREANCES</b>	-	<b>15 707</b>	-	<b>444</b>	<b>16 151</b>	<b>14 557</b>
<b>INTERETS COURUS A RECEVOIR</b>	-	-	<b>901</b>	-	<b>901</b>	-
<b>CREANCES EN SOUFFRANCE</b>	-	-	<b>4</b>	-	<b>4</b>	<b>5</b>
<b>TOTAL</b>	<b>2 066 323</b>	<b>16 573</b>	<b>531 863</b>	<b>93 212</b>	<b>2 707 971</b>	<b>815 170</b>

## VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT PAR CATEGORIE D'EMETTEUR AU 31/12/2013

(en milliers MAD)

TITRES	Etablissements de crédit et assimilés	Emetteurs publics	Emetteurs privés		Total 31/12/13	Total 31/12/12
			financiers	non financiers		
<b>TITRES COTES</b>	<b>1 802</b>	-	<b>55</b>	<b>2 853</b>	<b>4 711</b>	<b>4 838</b>
<b>BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES</b>	-	-	-	-	-	-
<b>OBLIGATIONS</b>	-	-	-	-	-	-
<b>AUTRES TITRES DE CREANCE</b>	-	-	-	-	-	-
<b>TITRES DE PROPRIETE</b>	<b>1 802</b>	-	<b>55</b>	<b>2 853</b>	<b>4 711</b>	<b>4 838</b>
<b>TITRES NON COTES</b>	<b>30 000</b>	<b>3 387 380</b>	<b>60 176</b>	<b>8 500</b>	<b>3 486 056</b>	<b>3 445 590</b>
<b>BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES</b>	-	<b>3 387 380</b>	-	-	<b>3 387 380</b>	<b>3 334 397</b>
<b>OBLIGATIONS</b>	-	-	-	-	-	-
<b>AUTRES TITRES DE CREANCE</b>	<b>30 000</b>	-	-	<b>8 500</b>	<b>38 500</b>	<b>29 903</b>
<b>TITRES DE PROPRIETE</b>	-	-	<b>60 176</b>	-	<b>60 176</b>	<b>81 290</b>
<b>ICNE</b>	<b>686</b>	<b>46 601</b>	<b>12 830</b>	-	<b>60 117</b>	<b>87 192</b>
<b>TOTAL</b>	<b>32 488</b>	<b>3 433 981</b>	<b>73 061</b>	<b>11 353</b>	<b>3 550 884</b>	<b>3 537 620</b>

## TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE DU 01 JANVIER 2013 AU 31 DECEMBRE 2013

(en milliers MAD)

Libellé	31/12/13	31/12/12
Produits d'exploitation bancaire perçus	2 226 406	2 129 008
Récupérations sur créances amorties	23 479	60 333
Produits d'exploitation non bancaire perçus	112 771	147 766
Charges d'exploitation bancaire versées	(1 088 991)	(995 902)
Charges d'exploitation non bancaire versées	(22 546)	(30 438)
Charges générales d'exploitation versées	(689 991)	(686 929)
Impôts sur les résultats versés	(266 361)	(213 583)
<b>Flux de trésorerie nets provenant du compte de produits et charges</b>	<b>294 769</b>	<b>410 254</b>
<b>Variation de :</b>	-	-
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	(577 129)	170 567
Créances sur la clientèle	263 593	(1 844 049)
Titres de transaction et de placement	2 208 079	(1 193 673)
Autres actifs	(204 955)	201 510
Immobilisations données en crédit-bail et en location	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	637 546	554 408
Dépôts de la clientèle	1 914 853	1 063 293
Titres de créance émis	(518 288)	798 273
Autres passifs	(28 851)	(332 532)
<b>Solde des variations des actifs et passifs d'exploitation</b>	<b>3 694 847</b>	<b>(582 204)</b>
<b>FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION</b>	<b>3 989 616</b>	<b>(171 949)</b>
Produit des cessions d'immobilisations financières	500	200
Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	75 397	57 904
Acquisition d'immobilisations financières	(2 231 086)	(67 616)
Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	(103 542)	(153 497)
Intérêts perçus	-	-
Dividendes perçus	34 895	29 983
<b>FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>(2 223 835)</b>	<b>(133 026)</b>
Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus	-	-
Emission de dettes subordonnées	-	-
Emission d'actions	-	-
Remboursement des capitaux propres et assimilés	-	-
Intérêts versés	-	-
Dividendes versés	(372 513)	(292 689)
<b>FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT</b>	<b>(372 513)</b>	<b>(292 689)</b>
<b>VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE</b>	<b>1 393 267</b>	<b>(597 664)</b>
<b>TRESORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE</b>	<b>1 057 140</b>	<b>1 654 804</b>
<b>TRESORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE</b>	<b>2 450 408</b>	<b>1 057 140</b>

## DETAIL DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE

(en KDH)

NATURE	Solde au début de l'exercice 1	Operations comptables de l'exercice 2	Declarations TVA de l'exercice 3	Solde fin d'exercice (1+2-3=4)
A. TVA collectée	147 927	185 199	193 020	140 106
B. TVA à récupérer	11 735	84 898	83 198	13 435
Sur charges	7 156	74 194	70 172	11 178
Sur immobilisations	4 579	10 704	13 026	2 257
C. TVA due ou crédit de TVA (A-B)	136 192	100 301	109 822	126 671

\* Y compris la TVA RS int créiteurs, prime actuarielle, change

## COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2013



## VALEURS DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT AU 31/12/2013

(en milliers MAD)

TITRES	Valeur comptable brute	Valeur actuelle	Valeur de remboursement	plus-values latentes	Moins-values latentes	Provisions
TITRES DE TRANSACTION	-	-	-	-	-	-
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	-	-	-	-	-	-
OBLIGATIONS	-	-	-	-	-	-
AUTRES TITRES DE CREANCE	-	-	-	-	-	-
TITRES DE PROPRIETE	-	-	-	-	-	-
TITRES DE PLACEMENT	1 304 474	1 305 499	1 238 500	9 868	8 843	8 843
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	1 198 887	1 193 183	1 200 000	938	6 642	6 642
OBLIGATIONS	-	-	-	-	-	-
AUTRES TITRES DE CREANCE	38 500	38 537	38 500	37	-	-
TITRES DE PROPRIETE	67 088	73 779	ND	8 893	2 201	2 201
TITRES D'INVESTISSEMENT	2 195 136	2 191 439	2 200 000	-	-	-
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	2 195 136	2 191 439	2 200 000	-	-	-
OBLIGATIONS	-	-	-	-	-	-
AUTRES TITRES DE CREANCE	-	-	-	-	-	-

## DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES AU 31/12/2013

(en milliers MAD)

DETTES	Etablissements de crédit et assimilés au Maroc			Etablissements de crédit à l'étranger	Total 31/12/2013	Total 31/12/12
	Bank Al Maghrib, Trésor public et Services des chèques postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc			
COMPTES ORDINAIRES CREDITEURS	-	-	9 435	277	9 712	23 100
VALEURS DONNEES EN PENSION	2 047 411	-	-	-	2 047 411	1 455 322
- au jour le jour	-	-	-	-	-	-
- à terme	2 047 411	-	-	-	2 047 411	1 455 322
EMPRUNTS DE TRESORERIE	70 000	400 000	-	-	470 000	428 000
- au jour le jour	-	-	-	-	-	-
- à terme	70 000	400 000	-	-	470 000	428 000
EMPRUNTS FINANCIERS	-	3 967	-	-	3 967	3 967
AUTRES DETTES	-	43 230	-	-	43 230	26 857
INTERETS COURUS A PAYER	2 244	5 218	-	-	7 462	6 990
TOTAL	2 119 655	452 415	9 435	277	2 581 782	1 944 236

## VENTILATION DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES SUIVANT LA DUREE RESIDUELLE AU 31/12/2013

(en nombre)

	D≤ 1 mois	1 mois <D≤ 3 mois	3 mois <D≤ 1 an	1 an <D≤ 5 ans	D> 5 ans	TOTAL
ACTIF	-	-	-	-	-	-
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	3 333	303 333	16 667	176 667	-	500 000
Créances sur la clientèle	566 884	227 857	6 565 446	2 277 642	15 751 712	25 389 541
Titres de créance	-	400 000	529 575	2 194 445	298 056	3 422 076
Créances subordonnées	-	-	-	-	-	-
Crédit-bail et assimilé	-	-	-	-	-	-
TOTAL	570 217	931 190	7 111 688	4 648 754	16 049 768	29 311 617
PASSIF	-	-	-	-	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	1 731 219	386 191	400 000	-	3 968	2 521 378
Dettes envers la clientèle	641 043	1 716 473	2 671 989	62 022	-	5 091 527
Titres de créance émis	-	258 500	3 395 060	1 456 395	2 710 957	7 820 912
Emprunts subordonnées	-	-	-	-	-	-
TOTAL	2 372 262	2 361 164	6 467 049	1 518 417	2 714 925	15 433 818

## DETAIL DES AUTRES ACTIFS AU 31/12/2013

(en milliers MAD)

RUBRIQUE	MONTANT
Instruments optionnels	-
Opérations diverses sur titres(débiteur)	2 337
Sommes réglées à récupérer auprès des émetteurs	-
Autres comptes de règlement relatif aux opérations sur titres	2 337
Débiteurs divers	564 914
- Sommes dues par l'Etat	551 710
- Sommes dues par les organismes de prévoyance	-
- Sommes diverses dues par le personnel	907
- Comptes clients de prestations non bancaire	-
- Divers autres débiteurs	12 297
Valeurs et emplois divers	1 127
- Valeurs et emplois divers	1 127
Comptes d'ajustement de hors bilan(débiteur)	307
Comptes d'écart sur devises et titres(débiteur)	-
Pertes potentielles sur opérations de couverture non dénouées	-
Pertes à étaler sur opérations de couvertures dénouées	-
Charges à répartir sur plusieurs exercices	49 150
Comptes de liaison entre siège, succursales et agences au Maroc (débiteur)	-
Produits à recevoir et charges constatées d'avance	35 687
- Produits à recevoir	32 610
- Charges constatées d'avance	3 077
Comptes transitoires ou d'attente débiteurs	19 851
Créances en souffrance sur opérations diverses	93 448
Provisions pour créances en souffrance sur opérations diverses	-93 337
TOTAL	673 484

## DETAIL DES AUTRES PASSIFS AU 31/12/2013

(en milliers MAD)

RUBRIQUE	MONTANT
Instruments optionnels vendus	-
Comptes de règlement d'Opérations sur titres	931
Dettes sur titres	-
Versement à effectuer sur titres non libérés	-
Provisions pour service financier aux émetteurs	-
Sommes réglées par la clientèle à reverser aux émetteurs	-
Créditeurs divers	697 917
- Sommes dues à l'Etat	625 122
- Sommes dues aux organismes de prévoyance	16 707
- Sommes diverses dues aux actionnaires et associés.	228
- Sommes dues au personnel	13 148
- Fournisseurs de biens et service	16 168
- Divers autres Créditeurs	26 544
Comptes d'ajustement de hors bilan	469
Comptes d'écart sur devises et titres	-
Gains potentiels sur opérations de couverture non dénouées	-
Gains à étaler sur opérations de couvertures dénouées	-
Comptes de liaison entre siège, succursales et agences au Maroc (créditeur)	-
Charges à payer et produits constatés d'avance	122 700
- Charges à payer	122 700
- Produits constatés d'avance	-
Comptes transitoires ou d'attente créditeurs	52 715
TOTAL	874 731

## DEPOTS DE LA CLIENTELE AU 31/12/2013

(en milliers MAD)

DEPOTS	Secteur public	Secteur privé			Total 31/12/13	Total 31/12/12
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
COMPTES A VUE CREDITEURS	-	4	3 285 228	8 077 270	11 362 502	10 025 950
COMPTES D'EPARGNE	-	-	8 423	3 372 241	3 380 664	3 005 243
DEPOTS A TERME	-	42 500	1 000 234	4 048 794	5 091 528	4 700 142
AUTRES COMPTES CREDITEURS	-	2 063	71 337	460 910	534 310	717 200
INTERETS COURUS A PAYER	-	470	11 065	44 791	56 326	61 942
TOTAL	-	45 037	4 376 287	16 004 006	20 425 330	18 510 469





COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2013

TITRES DE PARTICIPATIONS ET EMPLOIS ASSIMILÉS

(en milliers MAD)

Société	Secteur d'activité	Capital social	Taux de participation	Valeur comptable brute	Provisions	Valeur comptable nette	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice (en 1.000 DH)			Produits inscrits au CPC (en 1.000 DH)
							Date d'arrêté	Situation nette	Résultat net	
Participations dans des entreprises liées	-	-	-	822 137	-	822 137	-	-	-	25 666
MAROCLEASING	Crédit bail	277 677	34,01%	519 341	-	519 341	31/12/12	785 879	60 407	14 166
SOFAC	Crédit à la consommation	141 666	60,50%	300 579	-	300 579	31/12/12	195 146	10 656	-
MAGHREB TITRISATION	Titrisation de créances	5 000	24,33%	1 217	-	1 217	31/12/12	9 242	2 297	-
CIH COURTAGE	Cabinet captif d'assurances	1 000	100,00%	1 000	-	1 000	31/12/12	12 829	11 616	11 500
Autres titres de participations	-	-	-	242 034	201 436	40 598	-	-	-	8 810
NEW SALAM	Sté hôtelière	215 000	65,12%	140 000	140 000	-	-	-	-	-
LE TIVOLI	Sté hôtelière	83 569	89,36%	67 856	40 000	27 856	31/12/12	28 314	-13 065	-
PALM-BAY	Sté d'aménagement	100 000	85,00%	10 000	10 000	-	-	-	-	-
CENTRE MONETIQUE INTERBANCAIRE	Monétique	100 000	7,00%	7 000	-	7 000	31/12/12	232 896	66 163	8 120
LES HOTELS MAHD SALAM (ex SI NATHALIE)	Filiale immobilière	3 000	100,00%	5 194	5 194	-	31/12/12	2 419	-69	-
SICOPAR	Sté de travaux de construction	37 000	10,03%	3 737	3 737	-	-	-	-	-
IDMAJ SAKAN	Immobilier	20 000	10,00%	2 000	-	2 000	31/12/12	44 043,84	6 509	-
L'IMMOBILIERE INTERBANCAIRE	Siège GPBM	19 000	6,67%	1 267	-	1 267	31/12/12	21 157	242	-
SOCIETE DE BOURSE MSIN	Sté de bourse	10 000	10,00%	1 000	-	1 000	31/12/12	12 488,86	-2 328	-
SIDETSA	Sté hôtelière	6 100	15,00%	915	915	-	-	-	-	-
INTERBANK	Monétique	11 500	6,00%	690	-	690	31/12/12	25 148	11 678	690
DAR AD-DAMANE	Sté de cautionnement	75 000	0,67%	500	-	500	31/12/12	223 318	1 091	-
FONDS DE GARANTIE DE DAR AD DAMANE	Fonds de garantie	-	-	750	750	-	-	-	-	-
SED FES	Sté d'aménagement	10 000	5,00%	375	375	-	-	-	-	-
IMEG C/C	Travaux infrmatiques	2 100	14,29%	300	300	-	-	-	-	-
MAROCLEAR	Dépositaire central	20 000	1,38%	275	-	275	31/12/12	239 969	24 061,69	-
RHOSN ENNAKHIL	Sté hôtelière	100	100,00%	100	100	-	31/12/12	-50	-12,90	-
SUD LUXE	Sté hôtelière	300	15,00%	45	45	-	-	-	-	-
SIDI IFNI	Sté d'aménagement	100	20,00%	20	20	-	-	-	-	-
SMIT	Sté d'aménagement	100 000	0,02%	10	-	10	31/12/12	254 771	3 108,87	-
ADER-FES	Sté de développement régional	35 000	0,00%	0	0	-	-	-	-	-
Emplois assimilés	-	-	-	111	111	-	-	-	-	-
Dotations aux filiales	-	-	-	111	111	-	-	-	-	-
TOTAL	-	-	-	1 064 281	201 547	862 734	-	-	-	34 476

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES AU 31/12/2013

(en milliers MAD)

Immobilisations	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements et/ou provisions				Montant net à la fin de l'exercice
					Montant des amortissements et/ou provisions au début de l'exercice	Dotations au titre de l'exercice	Montant des amortissements sur immobilisations sorties	Cumul	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	231 394	22 336	10 122	243 608	89 525	20 651	24	110 152	133 456
Droit au bail	65 960	2 651	52	68 559	100	-	-	100	68 459
Immobilisations en recherche et développement	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	150 934	19 686	71	170 549	84 925	20 651	24	105 552	64 997
Immobilisations incorporelles hors exploitation	14 500	-	10 000	4 500	4 500	-	-	4 500	-
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 347 996	64 250	6 441	1 405 805	817 294	66 993	138	884 149	521 656
IMMEUBLES D'EXPLOITATION	514 129	16 955	4 607	526 477	208 161	19 729	19	227 871	298 606
Terrain d'exploitation	13 272	-	-	13 272	-	-	-	-	13 272
Immeubles d'exploitation. Bureaux	499 204	16 955	4 607	511 552	207 135	19 662	19	226 779	284 774
Immeubles d'exploitation. Logements de fonction	1 653	-	-	1 653	1 026	66	-	1 092	561
MOBILIER ET MATERIEL D'EXPLOITATION	427 242	14 066	34	441 275	367 993	22 061	15	390 040	51 235
Mobilier de bureau d'exploitation	65 540	4 110	-	69 650	48 175	3 308	15	51 468	18 182
Matériel de bureau d'exploitation	48 979	778	-	49 757	41 504	2 434	-	43 937	5 820
Matériel Informatique	298 980	9 178	34	308 124	264 688	16 261	-	280 949	27 175
Matériel roulant rattaché à l'exploitation	5 732	-	-	5 732	5 616	58	-	5 674	58
Autres matériels d'exploitation	8 011	-	-	8 011	8 011	-	-	8 011	-
AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES D'EXPLOITATION	406 625	33 229	1 801	438 053	241 139	25 203	104	266 238	171 815
IMMOBILISATIONS CORPORELLES HORS EXPLOITATION	656 320	18 438	80 664	594 095	94 234	7 341	11 523	90 053	504 042
Terrains hors exploitation	173 892	-	15 539	158 353	11 300	-	-	11 300	147 053
Immeubles hors exploitation	443 331	16 287	63 379	396 239	65 643	5 045	10 814	59 873	336 366
Mobilier et matériel hors exploitation	18 514	857	715	18 656	12 893	1 094	691	13 297	5 359
Autres immobilisations corporelles hors exploitation	20 583	1 295	1 031	20 847	4 399	1 202	18	5 583	15 264
ECART DE FUSION ACTIF	2 994	-	-	2 994	-	-	-	-	2 994
TOTAL	2 238 705	105 025	97 228	2 246 502	1 001 052	94 985	11 684	1 084 353	1 162 149







COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2013

TITRES DE CREANCES EMIS AU 31/12/2013 (en milliers MAD)

NATURE DES TITRES	DATE	TX %	Durée (ans)	MODE REMBOURSEMENT	TVA	ECH 2013	jours	ECH FINALE	MONTANT EMIS	MONTANT NON AMORTI	I C N E	MT NON AMORTI + I C N E
EMP OBLIGATAIRES	22/03/99	8,50	15	AMORT. CONSTANT	N	22/03/13		22/03/14	277 410	18 494	1 227	19 721
EMP OBLIGATAIRES	22/03/99	6,00	15	AMORT. CONSTANT	N	22/03/13		22/03/14	183 735	8 166	383	8 549
EMP OBLIGATAIRES	21/04/03	6,20	15	AMORT. CONSTANT	N	21/04/13		21/04/18	649 950	200 000	8 663	208 663
EMP OBLIGATAIRES	11/06/04	5,32	15	AMORT. CONSTANT	N	11/06/13		11/06/19	542 850	199 980	5 946	205 926
EMP OBLIGATAIRES	08/05/12	5,30	10	IN FINE	N	08/05/13		08/05/22	615 000	615 000	21 254	636 254
EMP OBLIGATAIRES	08/05/12	4,50	10	IN FINE	N	08/05/13		08/05/22	385 000	385 000	13 312	398 312
SOUS TOTAL EMPRUNTS OBLIGATAIRES									2 653 945	1 426 640	50 785	1 477 425
BHBM	01/08/00	6,67	18	Annuités constantes	N	01/08/13		01/08/18	171 920	69 025	1 930	70 955
BHBM	01/11/00	7,38	18	Annuités constantes	N	01/11/13		01/11/18	60 000	24 878	307	25 185
BHBM	02/05/01	6,95	18	Annuités constantes	N	02/05/13		02/05/19	129 270	61 129	2 840	63 969
BHBM	02/08/00	6,67	18	Annuités constantes	N	02/08/13		02/08/18	6 640	2 666	74	2 740
BHBM	02/09/02	6,94	18	Annuités constantes	N	02/09/13		02/09/20	130 770	69 905	1 608	71 513
BHBM	05/03/00	6,68	18	Annuités constantes	N	05/03/13		05/03/18	240	96	5	102
BHBM	05/05/01	6,95	18	Annuités constantes	N	05/05/13		05/05/19	29 100	13 761	631	14 392
BHBM	06/03/00	6,68	18	Annuités constantes	N	06/03/13		06/03/18	118 260	47 503	2 617	50 120
BHBM	06/05/01	6,95	18	Annuités constantes	N	06/05/13		06/05/19	63 240	29 905	1 367	31 271
BHBM	07/03/00	6,68	18	Annuités constantes	N	07/03/13		07/03/18	7 770	3 121	171	3 292
BHBM	07/05/01	6,95	18	Annuités constantes	N	07/05/13		07/05/19	7 770	3 674	167	3 841
BHBM	08/03/00	6,68	18	Annuités constantes	N	08/03/13		08/03/18	43 800	17 594	963	18 556
BHBM	10/04/04	5,83	18	Annuités constantes	N	10/04/13		10/04/22	150 000	93 720	3 982	97 702
BHBM	11/02/02	7,16	18	Annuités constantes	N	11/02/13		11/02/20	150 000	80 843	5 138	85 982
BHBM	11/03/00	6,68	18	Annuités constantes	N	11/03/13		11/03/18	2 670	1 072	58	1 131
BHBM	12/03/00	6,68	18	Annuités constantes	N	12/03/13		12/03/18	4 980	2 000	108	2 108
BHBM	13/03/05	5,49	18	Annuités constantes	N	13/03/13		13/03/23	250 000	167 513	7 408	174 921
BHBM	13/05/01	6,95	18	Annuités constantes	N	13/05/13		13/05/19	22 200	10 498	466	10 964
BHBM	13/07/05	5,31	18	Annuités constantes	N	13/07/13		13/07/23	242 700	161 781	4 048	165 829
BHBM	13/12/00	7,38	18	Annuités constantes	N	13/12/13		13/12/18	1 290	535	2	537
BHBM	17/01/04	5,89	18	Annuités constantes	N	17/01/13		17/01/22	100 000	62 600	3 525	66 125
BHBM	18/10/00	7,38	18	Annuités constantes	N	18/10/13		18/10/18	100 000	41 463	629	42 092
BHBM	20/01/04	5,83	18	Annuités constantes	N	20/01/13		20/01/22	381 400	238 315	13 171	251 485
BHBM	20/11/01	6,89	18	Annuités constantes	N	20/11/13		20/11/19	400	189	1	190
BHBM	21/07/01	6,89	18	Annuités constantes	N	21/07/13		21/07/19	116 400	54 906	1 700	56 606
BHBM	23/10/00	7,38	18	Annuités constantes	N	23/10/13		23/10/18	50 000	20 732	293	21 025
BHBM	23/10/01	7,04	18	Annuités constantes	N	23/10/13		23/10/19	100 000	47 464	641	48 104
BHBM	24/10/01	7,04	18	Annuités constantes	N	24/10/13		24/10/19	150 000	71 196	948	72 143
BHBM	25/10/00	7,38	18	Annuités constantes	N	25/10/13		25/10/18	40 000	16 585	228	16 813
BHBM	26/11/00	7,38	18	Annuités constantes	N	26/11/13		26/11/18	58 400	24 214	176	24 391
BHBM	26/11/01	6,89	18	Annuités constantes	N	26/11/13		26/11/19	295 800	139 529	948	140 477
BHBM	27/04/02	7,13	18	Annuités constantes	N	27/04/13		27/04/20	320	172	8	181
BHBM	27/08/00	6,67	18	Annuités constantes	N	27/08/13		27/08/18	86 950	34 910	810	35 720
BHBM	28/05/02	7,10	18	Annuités constantes	N	28/05/13		28/05/20	58 400	31 405	1 332	32 737
BHBM	30/04/02	7,13	18	Annuités constantes	N	30/04/13		30/04/20	178 240	95 957	4 611	100 568
BHBM	31/12/01	7,15	18	Annuités constantes	N	31/12/12		31/12/19	150 000	71 518	14	71 532
SOUS TOTAL BONS HBM A LONG TERME									3 458 930	1 812 373	62 926	1 875 299
CDN	19/07/11	4,60	5	IN FINE	N	19/07/13		19/07/16	300 000	300 000	6 276	306 276
CDN	12/12/11	4,55	4	IN FINE	N	12/12/13		12/12/15	100 000	100 000	249	100 249
CDN	20/01/12	4,35	2	IN FINE	N	20/01/13		20/01/14	200 000	200 000	8 247	208 247
CDN	25/01/12	4,35	2	IN FINE	N	25/01/13		25/01/14	50 000	50 000	2 032	52 032
CDN	10/02/12	4,36	2	IN FINE	N	10/02/13		10/02/14	270 000	270 000	10 482	280 482
CDN	28/02/12	4,36	2	IN FINE	N	28/02/13		28/02/14	20 000	20 000	733	20 733
CDN	01/03/12	4,36	2	IN FINE	N	01/03/13		01/03/14	130 000	130 000	4 752	134 752
CDN	30/03/12	4,38	2	IN FINE	N	30/03/13		30/03/14	415 000	415 000	13 795	428 795
CDN	30/03/12	4,55	3	IN FINE	N	30/03/13		30/03/15	30 000	30 000	1 036	31 036
CDN	29/05/12	4,20	2	IN FINE	N	29/05/13		29/05/14	110 000	110 000	2 747	112 747
CDN	29/05/12	4,19	7	IN FINE	N	29/05/13		29/05/19	5 000	5 000	150	5 150
CDN	15/06/12	4,22	2	IN FINE	N	15/06/13		15/06/14	260 000	260 000	6 012	266 012
CDN	02/10/12	4,65	2	IN FINE	N	02/10/13		02/10/14	10 000	10 000	116	10 116
CDN	24/10/12	4,65	2	IN FINE	N	24/10/13		24/10/14	100 000	100 000	879	100 879
CDN	02/01/13	4,00	1	IN FINE	N	02/01/13		01/01/14	8 500	8 500	0	8 500
CDN	27/03/13	4,50	1	IN FINE	N	27/03/13		26/03/14	20 000	20 000	700	20 700
CDN	20/05/13	4,72	1	IN FINE	N	20/05/13		19/05/14	200 000	200 000	5 926	205 926
CDN	04/07/13	4,40	1	IN FINE	N	04/07/13		03/07/14	10 000	10 000	221	10 221
CDN	12/07/13	4,00	1	IN FINE	N	12/07/13		11/07/14	37 200	37 200	715	37 915
CDN	31/07/13	5,60	5	IN FINE	N	31/07/13		31/07/18	150 000	150 000	3 544	153 544
CDN	22/08/13	4,13	0,5	IN FINE	N	22/08/13		20/02/14	159 800	159 800	2 420	162 220
CDN	02/09/13	4,15	0,5	IN FINE	N	02/09/13		03/03/14	92 500	92 500	1 290	93 790
CDN	13/09/13	4,50	1	IN FINE	N	13/09/13		12/09/14	50 000	50 000	688	50 688
CDN	30/09/13	4,10	0,5	IN FINE	N	30/09/13		31/03/14	374 500	374 500	3 967	378 467
CDN	08/10/13	4,15	1	IN FINE	N	08/10/13		07/10/14	7 000	7 000	69	7 069
CDN	23/10/13	4,00	0,5	IN FINE	N	23/10/13		23/04/14	6 000	6 000	47	6 047
CDN	23/10/13	4,15	1	IN FINE	N	23/10/13		22/10/14	5 000	5 000	40	5 040
CDN	31/10/13	4,05	0,5	IN FINE	N	31/10/13		01/05/14	250 000	250 000	1 744	251 744
CDN	31/10/13	4,53	1	IN FINE	N	31/10/13		30/10/14	455 000	455 000	3 550	458 550
CDN	13/11/13	4,00	0,5	IN FINE	N	13/11/13		14/05/14	8 000	8 000	44	8 044
CDN	19/11/13	3,75	0,5	IN FINE	N	19/11/13		18/05/14	6 000	6 000	27	6 027
CDN	19/11/13	4,50	1	IN FINE	N	19/11/13		18/11/14	13 000	13 000	70	13 070
CDN	20/11/13	4,55	1	IN FINE	N	20/11/13		19/11/14	200 000	200 000	1 062	201 062
CDN	26/11/13	4,05	0,5	IN FINE	N	26/11/13		27/05/14	7 400	7 400	30	7 430
CDN	26/11/13	4,54	1	IN FINE	N	26/11/13		25/11/14	5 000	5 000	23	5 023
CDN	12/12/13	3,80	0,33	IN FINE	N	12/12/13		11/04/14	100 000	100 000	211	100 211
CDN	13/12/13	4,50	1	IN FINE	N	13/12/13		12/12/14	7 000	7 000	17	7 017
CDN	23/12/13	4,25	1	IN FINE	N	23/12/13		22/12/14	10 000	10 000	11	10 011
CDN	24/12/13	5,12	2	IN FINE	N	24/12/13		24/12/15	300 000	300 000	337	300 337
CDN	25/12/13	5,66	5	IN FINE	N	25/12/13		25/12/18	100 000	100 000	109	100 109
SOUS TOTAL CERTIFICATS DE DEPOT									4 581 900	4 581 900	84 364	4 666 264
TOTAL GENERAL									10 694 775	7 820 913	198 075	8 018 987



## COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2013



## PROVISIONS AU 31/12/2013

(en milliers MAD)

PROVISIONS	Encours 31/12/12	Dotations	Reprises	Encours 31/12/13
<b>PROVISIONS, DEDUITES DE L'ACTIF, SUR :</b>	<b>1 746 741</b>	<b>216 992</b>	<b>455 411</b>	<b>1 508 321</b>
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	17	2	-	19
Créances sur la clientèle	1 400 890	213 515	439 933	1 174 472
Titres de placement et d'investissement	9 637	1 618	2 412	8 843
Titres de participation et emplois assimilés	202 467	111	1 030	201 548
Immobilisations en crédit-bail et en location	-	-	-	-
Autres actifs	133 731	1 745	12 036	123 440
<b>PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF</b>	<b>284 152</b>	<b>22 505</b>	<b>7 652</b>	<b>299 005</b>
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	21 855	381	990	21 246
Provisions pour risques de change	-	-	-	-
Provisions pour risques généraux	195 900	19 366	-	215 266
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	-	-	-	-
Provisions pour autres risques et charges	66 398	2 758	6 662	62 493
Provisions réglementées	-	-	-	-
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>2 030 803</b>	<b>239 497</b>	<b>463 063</b>	<b>1 807 326</b>

## CAPITAUX PROPRES AU 31/12/13

(en milliers MAD)

CAPITAUX PROPRES	Encours 31/12/12	Affectation du résultat	Autres variations	Encours 31/12/13
<b>Ecart de réévaluation</b>	-	-	-	-
<b>Réserves et primes liées au capital</b>	<b>858 335</b>	-	-	<b>880 678</b>
<b>Réserve légale</b>	<b>74 143</b>	<b>22 344</b>	-	<b>96 487</b>
<b>Autres réserves (*)</b>	-	-	-	-
<b>Primes d'émission, de fusion et d'apport</b>	<b>784 191</b>	-	-	<b>784 191</b>
<b>Capital</b>	<b>2 660 808</b>	-	-	<b>2 660 808</b>
Capital appelé	2 660 808	-	-	2 660 808
Capital non appelé	-	-	-	-
Certificats d'investissement	-	-	-	-
Fonds de dotations	-	-	-	-
<b>Actionnaires. Capital non versé</b>	-	-	-	-
<b>Report à nouveau (+/-)</b>	<b>231 279</b>	<b>-231 279</b>	<b>283 309</b>	<b>283 309</b>
<b>Résultats nets en instance d'affectation (+/-)</b>	<b>446 887</b>	<b>-446 887</b>	-	-
<b>Résultat net de l'exercice (+/-)</b>	-	-	<b>458 789</b>	<b>458 789</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>4 197 309</b>	<b>-655 822</b>	<b>742 098</b>	<b>4 283 584</b>

## PRODUITS SUR TITRES DE PROPRIETE AU 31/12/13

(en milliers MAD)

RUBRIQUE	MONTANT
<b>Produits sur titres de placement (de propriété)</b>	<b>63 880</b>
- Dividendes sur titres OPCVM	-
- Dividendes sur autres titres de propriétés	382
- Autres produits sur titres de propriété	63 498
<b>Produits sur titres de participation et emplois assimilés</b>	<b>34 513</b>
- Dividendes sur titres de participation	34 513
- Dividendes sur participations liées	-
- Autres produits sur titres de propriété	-

VENTILATION DE L'ACTIF, PASSIF ET HORS BILAN  
EN MONNAIES ETRANGERES AU 31/12/2013

(en milliers MAD)

DESIGNATION	MONTANT
<b>ACTIF :</b>	
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	8 609
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	93 212
Créances sur la clientèle	-
Autres actifs	-
Titres de participation et emplois assimilés	-
Créances subordonnées	-
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>101 821</b>
<b>PASSIF :</b>	
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	3 967
Dépôts de la clientèle	8 821
Autres passifs	-
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>12 788</b>
<b>HORS-BILAN :</b>	
ENGAGEMENTS DONNES	8 192
ENGAGEMENTS RECUS	-

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE  
AU 31/12/2013

(en milliers MAD)

ENGAGEMENTS	31/12/13	31/12/12
<b>ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE DONNES</b>	<b>3 461 669</b>	<b>3 395 709</b>
<b>Engagements de financement en faveur d'établissement de crédit et assimilés</b>	<b>189 041</b>	<b>158 860</b>
Crédits documentaires import	-	-
Acceptations ou engagements de payer	-	-
Ouvertures de crédit confirmés	189 041	158 860
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
Autres engagements de financement donnés	-	-
<b>Engagements de financement en faveur de la clientèle</b>	<b>2 955 134</b>	<b>2 820 128</b>
Crédits documentaires import	4 962	26 538
Acceptations ou engagements de payer	87 901	86 230
Ouvertures de crédit confirmés	2 861 471	2 707 361
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
Autres engagements de financement donnés	800	-
<b>Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés</b>	<b>869</b>	<b>10 531</b>
Crédits documentaires export confirmés	869	10 531
Acceptations ou engagements de payer	-	-
Garanties de crédits données	-	-
Autres cautions, avals et garanties donnés	-	-
Engagements en souffrance	-	-
<b>Engagements de garantie d'ordre de la clientèle</b>	<b>316 625</b>	<b>406 190</b>
Garanties de crédits données	8 192	8 481
Cautions et garanties en faveur de l'administration publique	258 444	206 910
Autres cautions et garanties donnés	42 741	184 856
Engagements en souffrance	7 248	5 943
<b>ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE RECUS</b>	<b>4 640 060</b>	<b>4 357 155</b>
<b>Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés</b>	-	-
Ouvertures de crédit confirmés	-	-
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
Autres engagements de financement reçus	-	-
<b>Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés</b>	<b>625</b>	-
Garanties de crédits	-	-
Autres garanties reçues	625	-
<b>Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers</b>	<b>4 639 435</b>	<b>4 357 155</b>
Garanties de crédits	4 639 435	4 357 155
Autres garanties reçues	-	-

## MARGE D'INTERETS AU 31/12/2013

(en milliers MAD)

	31/12/13	31/12/12
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	1 817 428	1 778 501
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	15 233	23 218
Intérêts et produits assimilés sur titres de créances	130 897	110 634
<b>Total intérêts et produits assimilés</b>	<b>1 963 558</b>	<b>1 912 353</b>
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle	316 698	275 478
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	86 184	70 027
Intérêts et charges assimilés sur titres de créances	376 585	398 641
<b>Total intérêts et charges assimilés</b>	<b>779 467</b>	<b>744 147</b>
<b>Marge d'intérêts</b>	<b>1 184 091</b>	<b>1 168 206</b>



## COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2013



## COMMISSIONS RECUES ET VERSEES AU 31/12/13

(en milliers MAD)

RUBRIQUE	COMMISSIONS	
	E. CREDIT	CLIENTELE
<b>COMMISSIONS RECUS</b>	-	<b>160 528</b>
Commissions sur fonctionnement de compte	-	43 855
Commissions sur moyens de paiement	-	57 296
Commissions sur opérations de titres	-	785
Commissions sur titres en gestion/en dépôt	-	8 777
Commissions sur prestations de service sur crédit	-	39 759
Produits sur activités de conseil et d'assistance	-	-
Autres produits sur prestations de service	-	6 568
Commissions sur moyens de paiement	-	-
Commissions de placement sur le marché primaire	-	-
Commissions de garantie sur le marché primaire	-	-
Commissions sur produits dérivés	-	-
Commissions sur opérations de change virement	-	3 488
Commissions sur opérations de change billet	-	-
<b>COMMISSIONS VERSEES</b>	-	<b>5 164</b>
Charges sur moyens de paiement	-	5 148
Commissions sur achat et vente de titres	-	16
Commissions sur droits de garde de titres	-	-
Commissions et courtages sur opérations de marché	-	-
Commissions sur engagements sur titres	-	-
Commissions sur produits dérivés	-	-
Commissions sur opérations de change virement	-	-
Commissions sur opérations de change billets	-	-

## RESULTAT DES OPERATIONS DE MARCHE AU 31/12/13

(en milliers MAD)

RUBRIQUE	MONTANT
Gains sur titres de transaction	200
Perte sur titres de transaction	-
<b>Résultat sur titres de transaction</b>	<b>200</b>
Plus-values de cession sur titres de placement	1 016
Moins-values de cession sur titres de placement	330
<b>Résultat sur titres de placement</b>	<b>686</b>
Produits sur engagement sur titres	-
Charges sur engagement sur titres	-
<b>Résultat sur engagements sur titres</b>	<b>-</b>
Produits sur engagement sur produits dérivés	-
Charges sur engagement sur produits dérivés	-
<b>Résultat sur engagements sur produits dérivés</b>	<b>-</b>
Produits sur opérations de change	21 230
Charges sur opérations de change	3 796
<b>Résultat sur opérations de change</b>	<b>17 434</b>

## ETAT D'AFFECTATION DES RESULTATS INTERVENUE AU COURS DE L'EXERCICE

(en milliers MAD)

ORIGINE	MONTANT	AFFECTATION	MONTANT
A. ORIGINE DES RESULTATS A AFFECTER		B. AFFECTATION DES RESULTATS	
Report à nouveau	231 279	Réserve légale	22 344
Résultats nets en instance d'affectation		Autres réserves (FACULTATIVE)	
Résultats net de l'exercice	446 887	Tantième	
Prélèvements sur les réserves		Dividendes	372 513
Autres Prélèvements		Autres affectations	
		Report à nouveau	283 309
<b>TOTAL A</b>	<b>678 166</b>	<b>TOTAL B</b>	<b>678 166</b>

## ETATS NEANTS AU 31/12/2013

Code Etat	APPELATION
B07	CREANCES SUBORDONNEES
B08	IMMOBILISATIONS DONNEES EN CREDIT-BAIL, EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT ET EN LOCATION SIMPLE
B15	SUBVENTIONS, FONDS PUBLICS AFFECTES ET FONDS SPECIAUX DE GARANTIE
B16	DETTES SUBORDONNEES
B19	ENGAGEMENTS SUR TITRES
	PASSIF EVENTUEL
C7	TITRES ET AUTRES ACTIFS GERES OU EN DEPOTS

## CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION AU 31/12/13

(en milliers MAD)

RUBRIQUE	MONTANT
<b>CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION</b>	<b>784 976</b>
<b>Charges de personnel</b>	<b>412 260</b>
- Salaires et appointements	178 943
- Charges d'assurances sociales	52 131
- Charges de retraite	23 299
- Charges de formation	8 053
- Autres charges de personnel	149 834
<b>Impôts et taxes</b>	<b>24 562</b>
<b>Charges externes</b>	<b>227 486</b>
- Loyers de crédit-bail et de location	15 378
- Frais d'entretien et de réparation	45 085
- Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	31 641
- Transports et déplacements	19 881
- Publicité, publications et relations publiques	27 166
- Autres charges externes	88 335
<b>Autres charges générales d'exploitation</b>	<b>25 683</b>
- Frais préliminaires	17 905
- Frais d'acquisitions des immobilisations	4 366
- Autres charges réparties sur plusieurs exercices	661
- Diverses autres charges générales d'exploitation	2 751
<b>Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations corporelles et incorporelles</b>	<b>94 985</b>
- Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles	20 651
- Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	74 334
- Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations corporelles	-

## VENTILATION DES RESULTATS PAR METIER OU PAR POLE D'ACTIVITE ET PAR ZONE GEOGRAPHIQUE DU 01 JANVIER 2013 AU 31 DECEMBRE 2013

## 1. VENTILATION PAR POLE D'ACTIVITE

(en KDH)

POLE D'ACTIVITE	PRODUIT NET BANCAIRE	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	RESULTAT AVANT IMPOT
- Activité bancaire	1 438 202	705 413	725 150
- Autres activités	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>1 438 202</b>	<b>705 413</b>	<b>725 150</b>

## 2. VENTILATION PAR ZONE GEOGRAPHIQUE

POLE D'ACTIVITE	PRODUIT NET BANCAIRE	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	RESULTAT AVANT IMPOT
- MAROC	1 438 202	705 413	725 150
- Autres zones	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>1 438 202</b>	<b>705 413</b>	<b>725 150</b>

## DÉTERMINATION DU RÉSULTAT COURANT APRÈS IMPÔTS AU 31/12/2013

(en milliers MAD)

I. DETERMINATION DU RESULTAT	MONTANT
Résultat courant d'après le compte de produits et charges	685 646
Réintégrations fiscales sur opérations courantes (+)	31 326
Déductions fiscales sur opérations courantes (-)	36 582
Résultat courant théoriquement imposable (=)	680 391
Impôt théorique sur résultat courant (-)	251 745
Résultat courant après impôts (=)	428 646

## II. INDICATIONS DU REGIME FISCAL ET DES AVANTAGES OCTROYES PAR LES CODES DES INVESTISSEMENTS OU PAR DES DISPOSITIONS LEGALES SPECIFIQUES

Néant



## COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2013



## AUTRES PRODUITS ET CHARGES AU 31/12/2013

(en milliers MAD)

RUBRIQUE	MONTANT
<b>Autres produits bancaires</b>	<b>22 276</b>
Divers autres produits bancaires	19 865
Quote-part sur opérations bancaires faite en commun	-
Produits des exercices antérieurs	-
Divers autres produits bancaires	19 865
Reprise de provisions pour dépréciation des titres de placement	2 411
<b>Autres charges bancaires</b>	<b>36 754</b>
Divers charges sur titres de propriété	-
Frais d'émission des emprunts	-
Autres charges sur opérations sur titres	-
Autres sur prestations de services	-
Divers autres charges bancaires	35 136
Quote-part sur opérations d'exploitation bancaires	-
Cotisation au fonds de garantie des déposants	35 136
Produits rétrocédés	-
Charges des exercices antérieurs	-
Divers autres charges bancaires	-
Dotations aux provisions pour dépréciation des titres de placement	1 618
<b>Produits d'exploitation non bancaires</b>	<b>62 204</b>
Produits sur valeurs et emplois assimilés	-
Plus-values de cession sur immobilisations financières	-
Plus-values de cession sur immobilisations corporelles et incorporelles	11 481
Immobilisations produites par l'entreprise pour elle même	-
Produits accessoires	8 596
Subventions reçues	-
Autres produits d'exploitation non bancaires	42 127
<b>Charges d'exploitation non bancaires</b>	<b>10 937</b>
Charges sur valeurs et emplois assimilés	-
Moins-values de cession sur immobilisations financières	530
Moins-values de cession sur immobilisations corporelles et incorporelles	10 407
<b>Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance</b>	<b>215 642</b>
Dotations aux provisions pour créances en souffrances sur établissements de crédit et assimilés	2
Dotations aux provisions pour créances en souffrances sur clientèle	213 515
Dotations aux provisions pour créances en souffrances sur titres de placement	-
Dotations aux provisions pour créances en souffrances sur valeurs immobilisées	-
Dotations aux provisions pour autres créances en souffrances	1 745
Dotations aux provisions pour risques d'exécution d'engagement par signature	380
<b>Pertes sur créances irrécouvrables</b>	<b>265 099</b>
Pertes sur créances irrécouvrables couvertes par des provisions	244 971
Pertes sur créances irrécouvrables non couvertes par des provisions	20 128
<b>Autres dotations aux provisions</b>	<b>22 235</b>
Dotations aux provisions pour dépréciations des immobilisations financières	111
Dotations aux provisions pour dépréciations des autres risques et charges	22 124
Dotations aux provisions réglementées	-
Dotations aux autres provisions	-
<b>Reprises de provisions pour créances en souffrance</b>	<b>442 144</b>
Reprises de provisions pour créances en souffrance sur les établissements crédit et assimilés	-
Reprises de provisions pour créances en souffrance sur la clientèle	439 933
Reprises de provisions pour créances en souffrance sur les titres de placement	-
Reprises de provisions pour créances en souffrance sur valeurs immobilisées	-
Reprises de provisions pour autres créances en souffrance	1 221
Reprises de provisions pour risques d'exécution d'engagement par signature	990
<b>Récupération sur créances amorties</b>	<b>23 479</b>
<b>Autres reprises de provisions</b>	<b>18 507</b>
Reprises de provisions pour dépréciation des immobilisations financières	1 030
Reprises de provisions pour dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles	10 814
Reprises de provisions pour autres risques et charges	6 663
Reprises de provisions réglementées	-
Reprises de provisions	-
<b>Produits non courants</b>	<b>62 049</b>
Reprises non courantes des amortissements	-
Reprises non courantes des provisions	-
Autres produits non courants	62 049
<b>Charges non courantes</b>	<b>22 546</b>
Dotations non courantes aux amortissements	-
Dotations non courantes aux provisions	-
Autres charges non courantes	22 546

## REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL AU 31/12/2013

Capital Social :	Nombre d'actions ou de parts sociales : 26 608 085	Valeur nominale de l'action ou de la part sociale: 100,00 DH			
Nom et prénom ou dénomination sociale	Adresse personnelle ou du siège social	Activité	Nbre d'actions ou de parts sociales détenues	Pourcentage du capital détenu	Pourcentage des droits de vote détenu
A - ACTIONNAIRES MAROCAINS					
<b>MCM</b>	Place My Hassan B.P 408 Rabat	HOLDING	18 860 825	70,88%	70,88%
<b>SANAD (Holmarcom)</b>	181 Bd d'anfa., Casablanca, 20000	ASSURANCES	773 867	2,91%	2,91%
<b>ATLANTA (Holmarcom)</b>	181 Bd d'anfa., Casablanca, 20000	ASSURANCES	896 530	3,37%	3,37%
<b>RMA WATANYA</b>	83, av de l' Armée Royale, Casablanca	ASSURANCES	767 571	2,88%	2,88%
<b>RCAR</b>	Ryad Business Center Avenue Annakhil Hay Riad - B.P 2038 - Rabat	CAISSE DE RETRAITE	1 013 665	3,81%	3,81%
<b>SCR</b>	Tour ATLAS, Place Zellaqa, Casablanca	REASSURANCE	17 740	0,07%	0,07%
<b>CDG</b>	Place My Hassan B.P 408 Rabat	ETABLISSEMENT PUBLIC	287 697	1,08%	1,08%
<b>DIVERS / Flottant en bourse</b>	-	-	3 990 190	15,00%	15,00%
<b>Total</b>	-	-	<b>26 608 085</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

## EFFECTIFS

EFFECTIFS ( En Nombre )	31/12/13	31/12/12
Effectifs rémunérés	-	-
Effectifs utilisés	-	-
Effectifs équivalent plein temps	<b>1569</b>	<b>1531</b>
Effectifs administratifs et techniques (équivalent plein temps)	555	559
Effectifs affectés à des tâches bancaires ( équivalent plein temps)	1014	972
Cadres ( équivalent plein temps)	1149	1140
Employés ( équivalent plein temps)	420	391

## ÉVOLUTION DES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE

(en milliers MAD)

2 <sup>ème</sup> SEMESTRE 2013	1 <sup>er</sup> SEMESTRE 2013	2 <sup>ème</sup> SEMESTRE 2012
1 143 782	1 119 931	1 072 454

## ETAT DES CREANCES EN SOUFFRANCES ET DES PROVISIONS

(en milliers MAD)

Rubrique	31/12/13		31/12/12	
	Créance en souffrance	Provisions	Créance en souffrance	Provisions
Créances pré-douteuses	253 111	78 088	614 253	52 344
Créances douteuses	173 360	90 542	195 527	46 265
Créances compromises	1 612 160	1 005 843	1 808 314	1 302 282
<b>TOTAL</b>	<b>2 038 631</b>	<b>1 174 473</b>	<b>2 618 093</b>	<b>1 400 891</b>

## DATATION ET EVENEMENTS POSTERIEURS Exercice 2013

## I. DATATION

- Date de clôture (1) : 31 decembre 2013
- Date d'établissement des états de synthèse (2) : Février 2014

(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice

(2) Justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse.

## II. EVENEMENTS NES POSTERIEUREMENT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES A CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1ERE COMMUNICATION EXTERNE DES ETATS DE SYNTHESE

Dates	Indications des événements
	<b>Favorables</b> Néant
	<b>Défavorables</b> Néant

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES EXERCICE DU 1<sup>ER</sup> JANVIER AU 31 DECEMBRE 2013
**Deloitte.**

Deloitte Audit  
288, Boulevard Zektouni  
Casablanca - Maroc

Aux Actionnaires du  
Crédit Immobilier et Hôtelier (CIH)  
Casablanca

**M A Z A R S**

Mazars Audit et Conseil  
101, Boulevard Abdelmoumen  
Casablanca - Maroc

## RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES EXERCICE DU 1<sup>ER</sup> JANVIER AU 31 DECEMBRE 2013

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des états de synthèse ci-joints du Crédit Immobilier et Hôtelier (CIH), comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2013. Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de KMAD 4 283 585 dont un bénéfice net de KMAD 458 789.

### Responsabilité de la Direction

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états de synthèse, conformément au référentiel comptable admis au Maroc. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse ne comportant pas d'anomalie significative, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

### Responsabilité de l'Auditeur

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalie significative.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états de synthèse. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états de synthèse contiennent des anomalies significatives. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états de synthèse.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

### Opinion sur les états de synthèse

Nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Crédit Immobilier et Hôtelier (CIH) au 31 décembre 2013 conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

### Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la concordance des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la banque.

Par ailleurs, conformément aux dispositions de l'article 172 de la loi 17-95 telle que modifiée et complétée par la loi 20-05, nous portons à votre connaissance que la banque a procédé, au cours de l'exercice, à l'acquisition complémentaire d'une participation dans le capital du TIVOLI de l'ordre de 41,5% au prix total de MMAD 27,8 portant la participation totale au capital de cette société à 89,36% pour une valeur de MMAD 67,8.

Casablanca, le 26 février 2014

### Les Commissaires aux Comptes

#### Deloitte Audit

Deloitte Audit  
288, Boulevard Zektouni  
CASABLANCA -  
Tél : 0522 22 50 25/26/34/31  
Fax : 0522 27 40 78  
**Fawzi BRITEL**  
Associé

#### Mazars Audit et Conseil

Mazars Audit et Conseil  
101, Bd. Abdelmoumen  
30360 CASABLANCA  
Tél : 0522 423 423 (L.G.)  
Fax : 0522 423 400  
**Kamal MOKDAD**  
Associé Gérant

